

BULLETIN D'INFORMATION

de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (F.F.I.)



J.O. n° 64, 22-07-1976 - Siège social national : 27, rue Emile Cartailhac, 31000 Toulouse - Libellé chèques : AAGEF

« Résister est un verbe qui se conjugue au présent » (Lucie Aubrac)

Bulletin trimestriel - Directeur de la publication : Henri Farreny - N° CPPAP 0924 A 07130 3 €

Contacts : aagef@free.fr

4^e trimestre 2020 – parution : 31/1/2021

n° 160

2021

Continuer d'agir
utilement !

La tombe de Julio ALVAREZ DEL VAYO est sauvée !
L'Espagne d'aujourd'hui doit honorer tous ceux qui ont lutté pour la Liberté

Bonjour à tous et **bonne année nouvelle.**

Notre traditionnel bulletin d'adhésion, présenté en page 16, rappelle comment l'AAGEF-FFI est organisée. Nous avons envoyé à chacun des adhérents directs l'habituel courrier d'appel à cotisations (25 € / an) ; recueillir celles de nos membres regroupés localement, incombe à nos sections départementales. A toutes les personnes et toutes les sections, grand merci pour vos retours, nombreux en cette période.

Néanmoins, ce message s'adresse à **tous nos lecteurs**, adhérents ou non : à tous ceux qui nous soutiennent, nous exprimons la chaleureuse gratitude de notre association. L'argent recueilli, nous l'employons au mieux.

Nos bulletins témoignent de l'intensité de nos activités, entièrement accomplies par des bénévoles, quoi qu'elles coûtent. Nous supportons de lourds frais pour l'information et la correspondance, les déplacements, les manifestations et les cérémonies. Rares et faibles sont les subventions.

Votre soutien financier est précieux !

Nous avons besoin de davantage de moyens - et d'être plus nombreux, bien sûr - pour mieux accomplir nos missions au service des idéaux et de l'Histoire des guérilleros.

Depuis des décennies, notre association se rend utile, forte de son attachement aux valeurs républicaines et antifascistes, **forte de son pluralisme idéologique enraciné dans la Résistance. Ce pluralisme qui indispose quelques grincheux sans passé ni bilan.**

Peut-être pouvez-vous nous rejoindre ? Ou bien verser, de temps à autre, à notre souscription permanente, 10, 15, 20 €... ? De sorte que nous puissions mieux continuer l'œuvre de connaissance voulue par nos aînés.

Jacques Galvan
trésorier national

Henri Farreny
président national

Le 20 novembre 2020, nous avons ouvert une souscription pour sauver la tombe de celui qui fut ministre des Affaires Étrangères de la République Espagnole en 1936-1939 (cf. bulletin n° 159). Immédiatement nous avons reçu de nombreux soutiens financiers et moraux depuis la France et l'Espagne. En parallèle, nous avons poursuivi nos démarches en direction du gouvernement espagnol, avec l'appui résolu de diverses entités, notamment l'ensemble d'associations et groupes politiques réunis comme *Encuentro de Memoria Histórica y de Víctimas del Franquismo*. **A tous nous adressons nos chaleureux remerciements.**

L'action collective a réussi. Dès dimanche 29 novembre, Fernando Martínez López, *Secretario de Estado de Memoria Democrática*, a adressé un courriel circonstancié à l'AAGEF-FFI dans lequel il déclare : « *Nuestro compromiso de colaboración con respecto al mantenimiento y dignificación de la tumba de Álvarez del Vayo es firme.* » et exprime la volonté du gouvernement espagnol de prendre la relève de l'AAGEF-FFI pour la maintenance de la sépulture. Il conclut : « *me gustaría acometer conjuntamente con vosotros una dignificación de la tumba y participar en vuestras actividades. Hecho que podemos comentar en las próximas semanas.* ».

Lundi 30 novembre, le leader de *Unidas Podemos*, Pablo Iglesias, a appelé le président de l'AAGEF-FFI pour apporter son soutien et exprimer sa satisfaction quant à l'engagement gouvernemental. Mardi 1^{er} décembre, le journal digital *Público* a titré : « *el gobierno se compromete a pagar la tumba del exministro de la II República, Álvarez del Vayo, en Ginebra* ». Et sous-titré : « *El secretario de Estado de Memoria Democrática ha confirmado a la Asociación de exguerrilleros españoles en Francia que el Estado se hará cargo.* ».

Nous avons aussitôt effectué les démarches nécessaires pour que la Chancellerie d'Espagne à Genève soit habilitée à intervenir auprès du cimetière concerné en lieu et place de l'AAGEF-FFI. Simultanément, nous avons procédé au remboursement des dons reçus depuis l'appel du 20 novembre (en cas d'incident, prière d'écrire à : aagef@free.fr).

Nous encourageons le gouvernement espagnol à poursuivre dans cette direction : rendre hommage, officiellement à ces *grands d'Espagne* que furent, Juan Negrín comme Manuel Azaña, Luis Fernández comme Joan Blázquez, Conrad Miret comme José Barón... et tant d'autres, où que se trouvent leurs dépouilles.

Déloger le franquisme c'est aussi ramener les olvidados, leurs actes et leurs idéaux, à la lumière de la connaissance et de la reconnaissance.

Le bureau de l'AAGEF-FFI :

Alberto Antolín
Joan Fabra
Henri Farreny
Jacques Galván
Jeanine García
José González
Raymond San Geroteo
Chantal Semis



P. 2 **Boléro-Paprika** : poursuivons l'action

P. 2-7 **Rivesaltes** : début de concertation

P. 7 **Pyrénées Atlantiques, Yonne, Ariège**

P. 13 **Disparitions** : Jordi Riera, Julia Tapia

P. 14 **Le Vernet** : Les oubliés de la Toussaint

P. 15 **Dans les livres**

P. 8-12 : nouveaux portraits d'étrangers héros de la Résistance



En raison de la pandémie, toutes les activités sont perturbées. Les nôtres aussi.

Dont l'organisation et/ou la participation aux réunions et manifestations. Sans renoncer, protégeons-nous.

Boléro-Paprika : quand la France faisait le jeu de Franco (1950-1975)

Le Conseil Régional d'Occitanie a voté* le 19 novembre 2020 un vœu intitulé : **Pour un geste de justice, de réparation et de gratitude envers les espagnols résistants FFI**. Ce vœu demande aux Autorités** de l'État :

1) Que soit abrogé l'arrêté prononçant la dissolution de l'Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols, pris le 7 octobre 1950 par le ministre de l'intérieur, paru au J. O. de la République Française le 11 octobre 1950 ;

2) Que, dans un devoir d'honneur et de justice, des excuses soient officiellement présentées par la République Française aux personnes et aux familles qui ont eu à souffrir de ces sanctions indignes ;

3) Que soit ré-ouverte, à titre exceptionnel, la procédure d'examen des demandes d'homologation des unités combattantes de guérilleros espagnols qui sont restées en instance d'examen pour cause de forclusion, notamment dans l'Aude, le Gers et les Pyrénées Orientales ;

4) Que l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre soit chargé d'une campagne d'information quant à la contribution spécifique des formations de guérilleros espagnols à la Résistance intérieure, en lien avec le Mémorial du camp de Rivesaltes.

* Exposé des motifs et cadre : cf. bulletin n° 159. Seul le Rassemblement National a voté contre.

** Prés. de la République, 1^{er} Ministre, Ministre dél. à la Mémoire et aux Anc. Combattants, Prés. de l'Assemblée et du Sénat, Préfet de la Région Occitanie.

La Dépêche du Midi a dignement rendu compte de ce vœu, de haute signification, dans ses éditions digitales et papier. L'article de Philippe Émery rappelle qu'en septembre 1944, le général de Gaulle, en visite à l'hôpital La Grave de Toulouse avait déclaré : « *Guérillero espagnol, je salue en toi tes vaillants compatriotes [...] Par le sang versé pour la Liberté et pour la France, par tes souffrances, tu es un héros espagnol et français.* ». Sous le sous-titre : « **Banco pour Franco** », il note que : « *Cette répression choquante, lancée par un gouvernement de centre-gauche présidé par René Pléven (UDSR) suscita de nombreuses manifestations d'indignation.* ».

Jusqu'ici (31/1/2021), pas un mot sur ce vœu dans *L'Humanité*, *Le Monde*, *Libération*, etc.

Mardi 26 janvier 2021, sur proposition de Jean-Jacques Mirassou (l'un des sénateurs à l'origine – 2013 – de la *Journée Nationale de la Résistance*, célébrée les 27 mai), le Conseil Départemental de la Haute-Garonne, a adopté à l'unanimité le vœu suivant (extrait) :

« [...] le 7 octobre 1950, un Arrêté malvenu du Ministère de l'Intérieur prononçait la dissolution de l'Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols. Depuis 1976 [...] les anciens résistants espagnols ont pu se regrouper sous le nom [...] (AAGEF-FFI) ; pour autant, ils pensent, à juste titre, être victimes d'un préjudice moral et politique. [...] cette association demande aux autorités gouvernementales que l'Arrêté de dissolution du 7 octobre 1950 soit rapporté, c'est-à-dire annulé. [...] Tel était l'objet du vœu déposé par mes soins en janvier 2016 et voté à l'unanimité par votre Assemblée. Or depuis rien n'a été fait du côté des gouvernements successifs à ce sujet. C'est la raison pour laquelle il convient, une nouvelle fois, de relayer la demande des Anciens Guérilleros Espagnols en France auprès du Ministère concerné. C'est l'objet de ce nouveau vœu. ».

Merci au Conseil Départemental de la Haute-Garonne et au Conseil Régional d'Occitanie.

Poursuivons l'action

Faisons connaître ces vœux pour inspirer des prises de position analogues : régions, départements, communes, parlementaires, maires et tous autres élus, associations, etc.



Notre camarade Thomas Ramírez, nous a transmis cette photo sur laquelle apparaissent certains des résistants espagnols persécutés par "Boléro-Paprika", dont son grand-père. Nous la commenterons au prochain numéro.



Mémorial de Rivesaltes : la concertation demandée en 2015 a commencé en octobre 2020

Le « Mémorial du camp de Rivesaltes » a été inauguré en deux temps, les 16 et 19 octobre 2015. Auparavant, les 27 mars et 22 mai 2015, le Conseil de pilotage du CIIMER*, représenté par Carmen Negrín, présidente, et Henri Farreny, secrétaire, avait écrit au président du Conseil régional de Languedoc-Roussillon, Damien Alary, pour demander à le rencontrer et présenter des observations sur les orientations annoncées.

Le bulletin AAGEF-FFI n° 138 (30 juin 2015) a publié l'intégralité de ces courriers. Le président Alary répondit évasivement tandis que la directrice du Mémorial ne daignait même pas transmettre des invitations aux responsables du CIIMER (ni aux principales associations affiliées à celui-ci !) pour aucune des deux manifestations inaugurales.

Le bulletin AAGEF-FFI n° 140 (31 décembre 2015), relevait avec précision plusieurs graves défauts constatés sur le site. Il demandait que le « récit entaché d'erreurs, de lacunes et de non-dits » soit ajusté « sans tarder, avec rigueur » et proposait de « Renforcer le Conseil Scientifique par la pluralité des qualifications ». Malgré une visite d'une délégation du CIIMER** en mars 2016, aucune suite ne fut donnée aux propositions de concertation.

A l'été 2020, Joseph-François Pellissa intervint au nom de l'AAGEF-FFI auprès de Carole Delga, présidente de la Région Occitanie, qui décida de provoquer la rencontre jamais obtenue depuis 5 ans. Le CIIMER lui a adressé le positif compte-rendu publié ci-après (p. 3-7).

Ont participé à l'échange, 1) au titre du Mémorial du Camp de Rivesaltes : ● Denis Peschanski, président du Conseil Scientifique, ● Françoise Roux, administratrice, 2) au titre du CIIMER : ● Henri Farreny, président du Conseil de Pilotage et président de l'AAGEF-FFI, ● Carmen Negrín Orellana, vice-présidente du Conseil de Pilotage et présidente d'honneur de la *Fundación Juan Negrín*, ● Raymond Cubells, président de l'Amicale des Anciens Internés Politiques et Résistants du Camp de Concentration du Vernet.

Ont assisté à l'échange, au titre du CIIMER et des associations membres : ● José Gonzalez, président du Comité d'Animation du CIIMER, président de l'Amicale du Camp de Concentration de Septfonds et autres sites de la Mémoire de l'Espagne Républicaine de Tarn-et-Garonne (MER82), ● Sidonie Bakeba Farreny, ● Lina Cubells Soulan, ● Joseph-François Pellissa, ● Jean-Jacques Soulan.

* Union internationale d'associations, le CIIMER comptait alors 47 associations. Depuis 2011 son siège est situé dans l'ancienne gare de Borredon (Montalzat) qui desservait le camp de concentration de Septfonds (Tarn-et-Garonne).

** La délégation du CIIMER, conduite par Carmen Negrín, comprenait : Nadine Cañellas, Henri Farreny, José Gonzalez, Chantal Semis, Miquel Vives.

Sur l'objet et les circonstances de la rencontre

Message de la Présidente de l'Établissement Public du Mémorial du Camp de Rivesaltes, Présidente du Conseil Régional d'Occitanie, adressé à l'AAGEF-FFI le 10 septembre 2020 :

« Vous m'avez interpellée à propos des contenus de l'exposition permanente du Mémorial du Camp de Rivesaltes concernant le traitement de la partie consacrée à la guerre d'Espagne et au sort réservé aux espagnols dans les camps du Roussillon.

Je vous propose d'organiser à ce propos un échange avec Denis Peschanski, Président du Conseil Scientifique du Mémorial du Camp de Rivesaltes, de manière à ce que nous puissions faire converger nos démarches pour transmettre au public, aux jeunes en particulier, la mémoire vibrante de cette période en Occitanie.

J'ai demandé à mes services et à la direction du Mémorial d'organiser cette rencontre dans les meilleurs délais. Néanmoins, en raison des conditions sanitaires actuelles, il semble préférable d'organiser cet échange en visioconférence. ».

Questions présentées par le Président du Conseil de Pilotage du CIIMER au Président du Conseil Scientifique du Mémorial du Camp de Rivesaltes, le 13 octobre 2020, en réponse au courriel du 6 octobre par lequel la direction du Mémorial demande au CIIMER « une note synthétique des points que vous souhaitez aborder lors de cet échange » :

A. Que peut-on faire pour que le signalement d'éventuelles erreurs ou lacunes dans le matériel exposé au Mémorial ou diffusé par lui, puisse être pris en considération, et, s'il y a lieu, induire des corrections ou compléments ?

B. Est-il possible d'organiser avec le Mémorial, sur place ou par voie télématique, des présentations de points de vue et des débats sur des sujets tels que, par exemple :

- la notion de camp de concentration en France et ailleurs
- camps de concentration français et Résistance,
- camps de concentration français, antichambres de la déportation
- camps de concentration français et rapatriements forcés

C. Est-il possible que les associations puissent présenter au Mémorial leurs recherches et productions (publications, expositions...) ?

D. Est-il possible d'ouvrir le Conseil scientifique du Mémorial à une plus ample représentation des compétences et domaines de travail ? ».

La question A, après débat autour d'exemples

précis, a reçu une réponse partiellement encourageante. L'administration du Mémorial a informé le CIIMER qu'elle réalisait un enregistrement de la vidéo-rencontre mais ne le lui a pas transmis, malgré la réitération de la demande. Le verbatim des échanges peut-être demandé à : aagef@free.fr

Synthèse des échanges Propositions du CIIMER

1. Sur l'appellation des camps de concentration :

plutôt que censurer la dénomination historique, mieux vaut travailler à exprimer des interprétations complémentaires

Les représentants du CIIMER ont regretté que, depuis l'ouverture du Mémorial, en octobre 2015, jusqu'à aujourd'hui, l'expression historique *camp de concentration* a été constamment exclue de sa communication et de ses manifestations.

Le CIIMER n'exige évidemment pas l'emploi systématique de la dénomination *camp de concentration* mais il s'élève contre sa censure, comme nombre d'associations compétentes et nombre de spécialistes du sujet.

Cf : [Manifeste Camps de concentration français](#) (aussi : bulletin AAGEF-FFI n° 146, 2017)

Les représentants du CIIMER ont posé la question :

« Pourquoi cette volonté farouche que l'expression *camp de concentration* n'apparaisse nulle part dans les documents affichés ou produits par le Mémorial ? ».

Le Président du Conseil Scientifique du Mémorial a répondu :

« l'historien se construit des outils, des outils conceptuels pour analyser et décrire le réel c'est tout. Donc j'ai considéré, comme la plupart des historiens [...] comme tous ceux qui travaillent sur le sujet en France [...] on a défini des camps d'internement, des camps de concentration et des camps d'extermination ».

Le CIIMER a rappelé que lors d'un colloque tenu en 2004 à Bram (Aude), répondant au professeur Jordi Planes (université de Barcelone) qui critiquait la substitution de « *camps d'internement* » à « *camps de concentration* », le Président du Conseil Scientifique avait donné cette explication :

« il y a une distorsion, une sorte de décalage entre le vocabulaire qui est utilisé non seulement par les témoins mais par les historiens espagnols et catalans et le vocabulaire qui est utilisé par les historiens français ».

Selon les actes du colloque (édition : Archives départementales de l'Aude, p. 46), il ajouta :

« Les historiens français utilisent le terme de *camp d'internement* pour parler de ces camps, ce qui permet de les distinguer des camps allemands ou des camps soviétiques [...] Comme historien français, je trouve que

le terme "*camp d'internement*" est le mieux adapté. Les historiens espagnols, dans leur grande majorité, préfèrent utiliser le terme de "*camp de concentration*" ».

Comme déclaré explicitement lors de la vidéo-réunion, il convient d'attirer ici l'attention de la Présidente de la Région Occitanie, Présidente aussi de l'Euro-région Pyrénées-Méditerranée :

- Blaise Pascal écrivait voici 350 ans : « Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà. » ! C'était une invitation à la cohérence logique.

- Nombre d' « historiens français » sont d'accord avec « les historiens espagnols et catalans ». Par exemple, Jean-Claude Farcy a publié « *Les camps de concentration de la Première Guerre mondiale* », Paul Lévy a publié « *Un camp de concentration français : Poitiers 1939-1945* » et Maurice Rajsfus : « *Drancy : un camp de concentration français ordinaire – 1941-1944* ».

Curieuse justification : pour les camps français, *camp d'internement* devrait être substitué à *camp de concentration* juste pour « les distinguer des camps allemands ou des camps soviétiques » ? Car la distinction est évidente dès qu'il est précisé : *camp de concentration français*, *camp de concentration allemand*, *camp de concentration soviétique*.

Le CIIMER, n'étant pas plus convaincu que « les historiens espagnols et catalans » et nombre d' « historiens français » par des « outils conceptuels » qui semblent faiblement fondés, propose que soient expliquées l'histoire et la géographie des divers camps de concentration, ainsi que l'évolution de la dénomination selon les époques et les latitudes ; par exemple,

- que soient commentées les appellations officielles *camps de concentration* qu'employèrent le ministre de l'intérieur Albert Sarraut (en février 1939, avant Pétain) et le ministre de l'intérieur Marcel Peyrouton (en janvier 1941, sous Pétain) ;

- qu'il soit signalé que c'est du *camp de concentration pétainiste* des Alliers (Angoulême) que partit, le 20 août 1940, le premier convoi de civils d'Europe occidentale destiné au *camp de concentration hitlérien* de Mauthausen ;

- qu'il soit divulgué que le *camp de concentration français* du Vernet, antichambre de la déportation de milliers de personnes, mais aussi un des creusets de la Résistance étrangère en France, devint un *camp de concentration allemand* (nazi) à compter du 9 juin 1944.

Le CIIMER estime qu'il n'est pas correct d'éliminer l'appellation générique *camp de concentration*, dès lors que son usage administratif originel est attesté en France métropolitaine et en Afrique du Nord, de même qu'en Allemagne : *konzentrationslager* et en Espagne : *campos de concentración*.

Par contre il est pertinent de l'assortir de qualifications complémentaires. Les *camps de concentration français* étaient indubitablement des *camps de prisonniers* (formulation plus claire, moins édulcorante, que *camps d'internement* et plus juste quand il s'agit de camps en plein air !). Certains furent des *camps répressifs*. Plusieurs furent des *antichambres de la déportation*.

Dans divers cas, l'appellation *administrative, originelle*, « camp de concentration » est complétée par une appellation *interprétative, postérieure*, telle que *camp d'extermination* ou *centre de mise à mort*. En transcrivant l'Histoire on doit expliquer que tel « *camp de concentration* » fit fonction de *camp d'extermination* (éventuellement même : *centre de mise à mort*) ; dans ce cas, il fut à la fois *camp de concentration* et *camp d'extermination*.

Concernant l'appellation *camp de concentration* appliquée à Mauthausen, le CIIMER considère qu'elle ne suffit pas à elle seule à caractériser ce qui s'est passé en ce lieu. Car plus de la moitié des centaines de milliers de personnes déportées à Mauthausen y ont péri. La réflexion en vue d'adjoindre une qualification interprétative, pourrait envisager la notion d'*extermination de fait* (si ce n'est d'intention).

2. Ouvrir le Mémorial à la diversité des savoirs

L'Occitanie porte de nombreuses cicatrices de l'univers concentrationnaire du 20^e siècle.

Elle est riche de foyers de mémoire, de savoir et de recherche, concernant les camps et le contexte historique de leur avènement : la Guerre d'Espagne, la Drôle de Guerre, l'Occupation, la Résistance, la Guerre d'Indochine, la Guerre d'Algérie...

Établissement public de Coopération Culturelle, le Mémorial du Camp de Rivesaltes doit favoriser les débats pluralistes en relation respectueuse avec ces divers foyers, sans exclusive.

Le CIIMER renouvelle sa volonté de coopération avec le Mémorial du Camp de Rivesaltes et plus largement avec les secteurs culturels, éducatifs et patrimoniaux de la Région Occitanie.

Les associations et les personnes qui agissent avec le CIIMER peuvent contribuer, sur site ou par voie télématique, à des conférences, tables rondes, présentations de livres, films, expositions.

Il a été rappelé que pour le 80^e anniversaire de *La Retirada*, commémorée en 2019, l'*Amicale des Anciens Internés Politiques et Résistants du Camp de Concentration du Vernhet*, qui dispose d'une précieuse collection de 200 dessins originaux réalisés en captivité par une dizaine d'artistes, avait proposé de présenter une conférence et une exposition à Rivesaltes. En vain.

À l'inverse, le musée toulousain des Abattoirs a sollicité l'association pour qu'une partie de



cette collection soit incluse dans une exposition à vocation internationale.

Le CIIMER a accueilli la Directrice du Mémorial en 2018 en Gare de Borredon, lui a présenté ses activités, dont les Journées annuelles intitulées : *Camps de concentration de France et d'ailleurs* ainsi que des propositions de coopération : conférences, tables rondes, expositions. Sans suite.

En 2019, la *Fiesta de la Libertad*, à Montalzat, qui présentait l'originalité de **commémorer simultanément** les *80 ans de La Retirada et de l'enfermement dans les camps*, les *80 ans de l'entrée en guerre de la France* et les *75 ans de la Libération de la France*, a été totalement ignorée dans la communication du Mémorial du Camp de Rivesaltes et par suite dans la communication du Conseil régional.

3. Consulter, écouter et dialoguer : une nécessité pour faire mieux

La Région Occitanie est attachée à la qualité de ses interventions dans les domaines culturel et éducatif. Dans ce but, la pensée unique n'est pas de mise.

Il convient de consulter suffisamment, de prendre en considération les critiques et d'y répondre.

3.1 Graves erreurs anciennes

Depuis l'ouverture du Mémorial, voici 5 ans, de grossières erreurs demeurent en exposition permanente sur le site, alors qu'elles ont été plusieurs fois signalées, notamment lors de visites de délégations du CIIMER, le 19 octobre 2015 puis le 15 mars 2016. Voici deux erreurs qui ont été rappelées lors de la vidéo-réunion du 20 octobre 2020.

3.1.1 Confusion entre *La Retirada* et la fin de la Guerre d'Espagne

La photo ci-dessus a été prise le 18 octobre 2020. Le panneau intitulé « *La Retirada* » affirme à tort que « *la défaite républicaine* » a eu lieu en « *février 1939* ».

Certes *La Retirada* se termine à la mi-février 1939. Mais la « *victoire des troupes franquistes* » (soutenues par les troupes de trois états fascistes : l'Allemagne, l'Italie et le Portugal, il conviendrait de le dire) n'est proclamée que le 1^{er} avril 1939. Six semaines plus tard.

L'erreur sur ce panneau est conforme à celle commise par le Président du Conseil Scienti-

fique, lorsque le 15 octobre 2015, à la veille de l'inauguration du Mémorial, il déclarait es qualité dans *l'Humanité* :

« *En fait, à la différence de ceux qu'on appelle les "camps de la Retirada", construits ou mobilisés juste après la défaite de la République espagnole en 1939, Rivesaltes ouvre plus tardivement.* ».

L'interview est accessible ici :

<http://www.humanite.fr/rivesaltes-memoire-des-camps-francais-586848>

Cette erreur est grave. Pas seulement en elle-même, mais parce qu'elle masque une chaîne d'événements de première importance qui ont suivi la fin de *La Retirada* :

Juan Negrín repassa de France en Espagne le 9 février. Le 27 février, la France reconnut le « *gouvernement de Burgos* ». Le jour même, profondément déçu, le président Manuel Azaña démissionna. Le 5 mars il s'ensuivit un violent soulèvement militaire à Madrid contre le gouvernement de Juan Negrín. La victoire de la coalition fasciste s'en trouva facilitée.

Le fait que le gouvernement français ait pactisé avec les factieux puis ait abandonné le gouvernement républicain espagnol ne devrait pas être occulté.

Cette erreur a été malencontreusement reproduite dans le journal de la Région, paru début 2019, qui évoquait *La Retirada*. Elle aurait pu être évitée si le CIIMER avait été entendu quand il a présenté au Conseil Régional son projet de manifestations pour 2019.

N.B. Il convient de noter que ce 20 octobre 2020, le Président du Conseil scientifique a déclaré :

« *... Ce que vous dites sur février 1939, j'ai toujours parlé de Madrid, j'ai toujours parlé de Valence, des départs vers l'Afrique du Nord... Donc je ne crois vraiment pas qu'on puisse dire que ça s'arrête là simplement... [...] S'il y a une erreur de ce type-là, je m'étonne quand même, je vais quand même regarder de près.* ».



3.1.2 Datation défectueuse quant au début de la relégation au camp de Rivesaltes

Depuis l'inauguration du Mémorial, le 16 octobre 2015, il y est affirmé que : « 14 janvier 1941 – Les premiers internés arrivent au camp de Rivesaltes ».



Dans *l'Humanité* du 15 octobre 2015 (référence déjà citée), à la question : « Quand le camp de Rivesaltes a-t-il été créé ? », le Président du Conseil scientifique a répondu : « Les premiers convois d'internés arrivent le 14 janvier 1941. ».

Le CIIMER a immédiatement contesté ces affirmations. Car le 14 janvier 1941 n'est qu'une étape dans l'évolution du camp militaire d'origine : à cette date, il est officialisé (c'est-à-dire : acté entre institutions) qu'une partie du vaste terrain est affectée aux *indésirables* (étrangers, juifs, tsiganes...) retenus administrativement, dans un cadre maintenant purement civil.

Mais, au 14 janvier 1941, le camp de concentration existait *de facto* si ce n'est *de jure* : Rivesaltes avait déjà reçu des milliers de personnes : internées ou détenues ou prisonnières ou reléguées.

En 1946, le docteur Joseph Weill, président du Comité d'aide aux réfugiés et responsable de l'OSE (*Œuvre de Secours aux Enfants*) a publié un rapport intitulé : *Contribution à l'histoire des camps d'internement dans l'anti-France* (Éditions du Centre, Paris). Il indique qu'en novembre 1940, à Rivesaltes :

« Des milliers d'enfants habitent les baraques avec leurs familles. La promiscuité les expose aux plus grands risques. ».

Dans *Le camp de Gurs – 1939-1945* (éditions J & D, 1993), Claude Laharie réfère souvent au rapport du docteur Weill et évoque (p. 142) le transfert d'Espagnoles fin octobre 1940 vers

« Rivesaltes spécialisé alors dans "l'hébergement" des réfugiés espagnols ne disposant d'aucun moyen de subsistance ».

Dans *La France des camps* (Gallimard, 2002), au sujet des « ressortissants ennemis » [pour nombre d'entre eux : des Allemands et Autrichiens ayant fui le nazisme], quelques lignes après la mention d'une « circulaire du 15 mai 1940 », Denis Peschanski a écrit (p. 152) :

« A Paris, les hommes furent concentrés aux Invalides, puis aux stades Buffalo et Roland-Garros et les femmes au Vél' d'Hiv avant d'être envoyés dans les camps. Les hommes se retrouvèrent à Rivesaltes et les femmes à Gurs. ».

Dans *Le memento chronologique du Camp de Rivesaltes*, écrit par Roger Barrié, publié en

2010 par : Musée Mémorial du Camp de Rivesaltes - Conseil Général des Pyrénées Orientales, on lit :

- p. 29, « 5 février 1940 Rivesaltes - Formation de deux compagnies de travailleurs espagnols, soit 500 hommes provenant des camps d'internement du Barcarès, de Saint-Cyprien et d'Argelès. »
- p. 29, « 30 avril 1940 Rivesaltes - Arrivée depuis un mois de 642 espagnols "militaires internés" et départ d'une compagnie de travailleurs espagnols. »
- p. 31 : « 6 septembre 1940 Rivesaltes - Départ le matin de brigadistes internationaux de la guerre civile d'Espagne vers Albi, "en vue de leur remise aux autorités allemandes" ; »

Il est indispensable que l'exposition permanente du Mémorial cesse de passer sous silence le sort de tous ceux qui ont été amenés de force au camp de Rivesaltes en 1939 et 1940.

3.1.3 Une contre-vérité en boucle

En principe destiné à présenter la Guerre d'Espagne, un court-métrage vidéo affirme depuis 5 ans, à propos des événements de début mai 1937 à Barcelone, que ceux-ci opposèrent « marxistes et anarchistes aux communistes staliniens ».

Cette affirmation à l'emporte-pièce est incorrecte tant sur le fond que sur la forme ; elle méconnaît la réalité des forces qui se sont affrontées (qui sont les « marxistes » ? qui sont les « anarchistes » ? qui sont les « communistes » ?) ; la formule « communistes staliniens », dont on ne sait qui elle désigne au juste, contient un terme manifestement injurieux (« staliniens » est un qualificatif que personne ne revendique, au contraire) et donc déplacé.

Pour évoquer clairement et objectivement ces événements, il convenait d'indiquer que la Généralité de Catalogne était dirigée par le nationaliste (non communiste) Lluís Companys et le gouvernement de la République par le socialiste (marxiste) Largo Caballero. Ce sont les forces militaires de la Généralité et du gouvernement central qui ont réduit les insurgés.

Le Mémorial du Camp de Rivesaltes doit veiller à l'objectivité – et la politesse – des commentaires affichés ou prononcés en son nom.

3.2 Graves erreurs récentes... dérivées des anciennes

Les représentants du CIIMER ont salué le soutien financier – considérable – que la Région Occitanie a apporté pour la réalisation d'un film d'animation, *Josep*, qui met en lumière la dureté des camps de concentration dans lesquels furent enfermés les réfugiés de la Guerre d'Espagne.

Évoquant « La magnifique œuvre Josep que nous venons tous d'admirer », ils se sont féli-

cités que : « dès les premières paroles on situe la Guerre d'Espagne pour ce qu'elle était : une guerre internationale contre le fascisme ». Ils ont souligné que les auteurs du film ont pris soin de ne pas censurer mais, au contraire, prononcer haut et fort la dénomination *camps de concentration*. Car, *Campos de concentración*, tel était le titre du livre que Josep Bartolí et Narcís Molins i Fàbrega publièrent en 1944 au Mexique et qui fut réédité en 2007 en Espagne.



Étant donné que le générique du film *Josep* remercie le Mémorial du Camp de Rivesaltes et le Président de son Conseil scientifique, lesquels sont ordinairement opposés à l'usage de *camps de concentration* partout où s'exerce leur responsabilité, on pouvait espérer que la fidélité constatée du film au titre du livre originel traduisait une bienvenue évolution de leur part.

Administratrice du Mémorial, Mme Françoise Roux a répondu :

« Un film est une œuvre artistique, ce film a pris des conseils auprès du Mémorial du Camp de Rivesaltes, de son Conseil scientifique, c'est Denis Peschanski et Geneviève Dreyfus Armand qui sont cités comme conseillers historiques. Dans le contrat qui nous lie ils n'avaient aucun droit de veto sur l'œuvre qui a été produite. ».

Ce propos semble indiquer que le parti pris de la direction du Mémorial n'a guère changé : user de la dénomination historique *camps de concentration* est toléré quand il s'agit d'une œuvre puissante (ce qui oblige à la prudence, car elle peut bousculer les barrières autoritaires) mais en cantonnant son intérêt et sa légitimité à la sphère « artistique ».

3.2.1 Un document n'est pas à la hauteur de l'ambition éducative de la Région

Autant les intervenants du CIIMER ont loué le film *Josep*, autant ils ont critiqué le livret qui l'accompagne. Ce livret est déclaré « matériel presse », mais il est destiné aussi au grand public puisque généreusement offert dans les salles de projection.

Hélas, sur le plan historique et pédagogique, le CIIMER l'estime décevant. Dans les huit pages en grand format (30 cm x 40 cm), pas une seule fois n'apparaît l'appellation française d'époque : *camps de concentration*. Ainsi, l'intention littéralement créée par les titres des deux livres illustrés par Josep Bartolí qui ont inspiré le film, est carrément tue.

LA RETIRADA

Extraits du livret édité grâce au financement régional. Les graves erreurs et lacunes résultent du manque de concertation avec les milieux compétents

Suite aux trois années de guerre civile espagnole (1936-1939) opposant les Nationalistes aux Républicains, Franco finit par s'emparer de l'ensemble de l'Espagne. En janvier 1939, les troupes franquistes entrent dans Barcelone, dernier territoire insoumis. Dans les jours qui suivent, plus de 450 000 personnes cherchent à trouver refuge en France, c'est la Retirada – « retraite » en français. S'y mêlent civils, militaires, officiels de la République espagnole se pressant sur les routes de Catalogne, tentant de traverser les Pyrénées à pied sous la neige.

La page intitulée *La Retirada* est particulièrement déficiente (extraits ci-dessus et ci-contre).

La Guerre de 1936-1939 entre la République espagnole et ses adversaires est désignée comme la « guerre civile espagnole (1936-1939) opposant les Nationalistes aux Républicains ». Vocabulaire incorrect et trompeur développé principalement par l'historiographie franquiste.

La table chronologique, qui occupe une large place, n'indique pas que la Guerre d'Espagne contre la coalition des états fascistes, mussolinien, hitlérien et salazariste, ne se termina que le 1^{er} avril 1939 ; elle ne dit mot des six semaines tragiques consécutives à l'exode terminé mi-février.

A la 2^e ligne de l'extrait ci-dessus, on lit : « En janvier 1939, les troupes franquistes entrent dans Barcelone, dernier territoire insoumis. ».

Quel « conseiller historique » a laissé passer cette assertion : « Barcelone, dernier territoire insoumis », contre-vérité patente puisque les régions de Madrid, Valence, Alicante ne tombèrent que fin mars ?

La carte reproduite ci-dessus contient de grossières erreurs :

- Qui a confondu Vernet (en Haute-Garonne) avec Le Vernet (en Ariège) ?
- Qui a confondu Rieucros en Ariège avec Rieucros en Lozère ?

Mme Françoise Roux, Administratrice du Mémorial, a expliqué :

« ... A propos de ce dossier pédagogique que vous avez dans les mains, je vous rappelle que ce dossier a été publié par Dulac [...] Donc, je pense qu'il est important ce matin qu'on discute de choses qui sont réellement de notre compétence aux uns et aux autres... rien ne vous empêche d'interpeler Sophie Dulac Distribution et la Production Les Films d'Ici Méditerranée et Aurel comme réalisateur et Jean-Louis Milesi. »

A quoi il a été répondu au nom du CIIMER :

« ... ce n'est pas "Dulac" le responsable, c'est la Région Occitanie qui finance cela qui est responsable [...] Les cartes fausses diffusées aux lycéens, vous en avez la responsabilité. Barcelone "dernier territoire insoumis", vous en avez la responsabilité. ».

N.B. Des erreurs géographiques analogues, tout aussi étonnantes et regrettables, apparaissent dans le journal de la Région de début 2019. Il convient d'élucider les processus de rédaction et publication de tels documents.



4. Accueil et solidarité versus enfermement et mépris

Au nom du CIIMER il a été regretté que l'exposition permanente ne mette pas assez l'accent sur les douleurs morales et physiques subies dans les camps de concentration français. Et sur la responsabilité des gouvernements français successifs.

Les Républicains espagnols ont été traités plutôt comme des prisonniers que comme des réfugiés. D'autres exodes vers la France, par exemple celui des Belges en 1940, ont été mieux considérés. D'autres gouvernements ont été bienveillants envers les Républicains espagnols tels ceux du Mexique et du Chili.

A ce sujet, le Président du Conseil scientifique du Mémorial a déclaré :

« ... penser que ce Mémorial occulterait la place et la responsabilité de l'État français, je dois dire qu'on ne nous a jamais fait cette remarque. J'entends si vous le percevez ainsi. Mais honnêtement je ne le crois pas. ».

5. Remarques de conclusion et perspectives

De toute évidence, le Conseil scientifique du Mémorial du Camp de Rivesaltes a tardivement et mal fonctionné : les erreurs graves que le CIIMER a signalées voici 5 ans n'ont toujours pas été corrigées. Le CIIMER n'a reçu aucune réponse à ses démarches, ne serait-ce que de courtoisie.

En introduction de la réunion du 20 octobre 2020, si longtemps attendue, les représentants du CIIMER ont regretté avoir « été privés de communication [...] avec l'autorité du Mémorial de Rivesaltes... » ; ils ont souhaité « une clarification par le débat, par la discussion, par la confrontation des théories... ».

Mais ils ont constaté la condescendance avec laquelle le Président du Conseil scientifique du

Mémorial les accueillait :

« On va s'arrêter aux questions de principe. Là il s'agit d'un débat entre des, non pas entre scientifiques, il s'agit d'un débat entre des associations mémorielles qui sont parfaitement respectables et puis un Président de Conseil scientifique, Directeur de recherches au CNRS, spécialiste de la France des camps d'internement

[...]

Vous avez le droit de penser ce que vous voulez les uns et les autres, ça ne me pose aucun problème, je vous dis simplement que étant responsable, comme Président du Conseil scientifique, du parcours scientifique, j'assume les outils conceptuels qui sont utilisés et ça ne me pose strictement aucun problème de vous entendre par ailleurs dire ce que vous avez envie de dire, et de penser ce que vous avez envie de penser, ce n'est pas du tout un problème, j'assume... ».

L'activité de recherche, particulièrement en Histoire, n'est l'exclusivité de personne. La qualité des « outils conceptuels » ne se décrète pas, elle se démontre. Il arrive que des associations, non seulement « mémorielles » mais aussi d'anciens combattants et victimes de guerre, contribuent à la production scientifique. N'est-il pas dommage que le Président du Conseil scientifique méconnaisse l'éventuelle capacité d'autrui, se réfugiant dans l'argument d'autorité ?

N'est-il pas regrettable que face à une question relative à l'importante circulaire Peyrouton du 10 janvier 1941, ignorée dans sa thèse d'état et ses travaux postérieurs, il soit entré dans une épouvantable colère [comme il peut être constaté en visionnant la vidéo] au lieu d'argumenter sereinement ?

Néanmoins, à l'issue de ce pénible moment, les représentants du CIIMER ont pris note de cette déclaration :

« ... Je n'ai pas eu connaissance de vos remarques sur les erreurs éventuelles, il y en a forcément et donc je vais, si vous voulez bien, vous me les renvoyer, sans problème, et dans la mesure du possible bien évidemment nous en tiendrons compte, je dis dans la mesure du possible, parce qu'il y a peut-être des choses qui se feront en plusieurs étapes, vous savez bien ce qu'est un parcours de ce type-là et ce qu'impliquent des changements. Mais bon s'il y a des erreurs, il n'y a aucun problème... ».

Ils ont apprécié aussi qu'à la question qui lui était adressée :

« Permettez qu'au Mémorial on puisse avoir ce débat [au sujet de la dénomination camps de concentration]. Est-ce que vous êtes prêt [à ce] que ce débat on puisse l'avoir au Mémorial devant du monde ? »,

il ait finalement répondu : « Si vous voulez. ».

De même, les intervenants du CIIMER ont pris bonne note de la conclusion de l'Administratrice du Mémorial qui conduisait la vidéo-réunion :

« ... Que chacun se rappelle les différents éléments de la gouvernance... Dans les demandes que vous faites, il y a nécessité de ce dialogue que vous réclamez. Je ne reviens pas sur la question du Vernet d'Ariège, je pense que ça serait tout à fait nécessaire, ce n'est pas moi qui peux répondre, mais je pense que j'en parlerai, soyez en sûrs, à Agnès Sajaloli. Il y a des choses, des questions qui faut éclaircir, et puis comme je m'y suis engagée à la demande de la Présidente, je rendrai compte de cette réunion de ce matin. ».

Du point de vue du CIIMER, la mission culturelle et pédagogique du Mémorial du Camp de Rivesaltes, établissement public à vocation internationale, ne peut s'exercer correctement qu'en optant résolument pour une gouver-

nance ouverte, au service de l'Histoire pratiquée comme une science : avec esprit critique, donc en admettant le pluralisme des compétences, des sources et des ressources ; en pratiquant la confrontation des travaux, sans prés-carrés ni tabous.

Le CIIMER renouvelle son désir de coopération constructive.

6. Remerciements

Les représentants du CIIMER qui sont intervenus ou qui ont assisté à la vidéo-réunion du 20 octobre 2020 sont très reconnaissants à Mme Carole Delga, Présidente de l'Établissement Public du Mémorial du Camp de Rivesaltes, Présidente du Conseil Régional d'Occitanie, d'avoir permis qu'elle se tienne.

Ils remercient également M. Denis Peschanski, Président du Conseil scientifique du Mémorial du Camp de Rivesaltes et Mme Françoise Roux, Administratrice du Mémorial du Camp de Rivesaltes, pour leur attention.

Des Pyrénées Atlantiques à l'Yonne et vice versa : le même combat

Nous n'avons pas réalisé tout ce que nous avons prévu en cette fin d'année 2020. Mais nous avons maintenu nos échanges de documents. Ainsi, nous avons pu aider Marie, jeune chercheuse de Savoie, pour ses travaux de mémoire. Nous avons pu satisfaire également la demande de Dominique, de Troyes et celle de Florence, de Perpignan, toutes deux ayant eu des membres de leurs familles respectives enfermés dans le camp du Polo Beyris, à Bayonne, à partir de début février 1939 (19 enfants et 2 femmes périrent au Polo).

Et, tant bien que mal, nous avons tenu notre Assemblée Générale 2020, par courriels interposés, de façon néanmoins satisfaisante.

Par la suite, nous vous tiendrons au courant de notre collaboration avec l'ex-maire de Joigny, Bernard Moraine, pour la création d'un musée de la Résistance qui tiendra compte des Républicains espagnols. Etant donné les circonstances sanitaires actuelles, ce projet n'a encore pas pu voir le jour.

Les projets de conférences à la MVC (Maison de la Vie Citoyenne) de Balichon (Bayonne) sont toujours au stade de projets, COVID oblige, mais nous maintenons de forts contacts avec les responsables.

Juan Muñoz Dauvissat

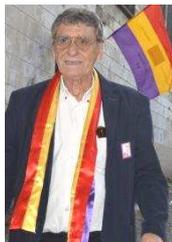
Président de la Section AAGEF-FFI 64-40

Nous avons le triste devoir d'annoncer le décès de notre Ami, de notre Camarade Francis Romero survenu à Annecy le 05 janvier 2021. Né à Rabat (Maroc) le 10 juin 1949, comme beaucoup de fils de Républicains Espagnols chassés de leur cher pays, il rejoignit l'Education nationale française et devint instituteur puis directeur d'un groupe scolaire d'Auxerre.

Nous avons ensemble, avec Ivan Larroy, dès la fin de 2007, décidé de créer une association à la mémoire des Républicains espagnols pour le département de l'Yonne. Francis se lança sans compter dans le devoir de mémoire en devenant le 1^{er} président de *Mémoire, Histoire des Républicains Espagnols* (MHRE) à partir de 2008.

Artiste de grand talent, il a conçu une exposition comprenant de très nombreuses et très belles aquarelles, au sujet de la Guerre d'Espagne de 1936-1939 et de *La Retirada*, qu'il légua à son association mémorielle.

Toute l'AAGEF-FFI se joint à moi pour adresser à sa fille Laurence, à son fils Stéphane, à toute sa famille et à nos compagnons du MHRE, nos plus sincères condoléances.



De gauche à droite : Francis Romero, Ivan Larroy, Francisco Solano (ex guérillero), Juan Muñoz. La photo a été prise le 24 avril 2008, au lycée agricole de La Brosse, lors de la première assemblée de MHRE.

Ariège

Miguela García Cros, mère de six enfants, est décédée le 14 octobre 2020 à Lavelanet (Ariège). Elle était née le 11 septembre 1928 à Calanda (Zaragoza). Avec sa famille, elle subit *La Retirada* et connaît le camp de concentration d'Argelès-sur-Mer.



Elle était la veuve de José García Hernández né à Tobarra (Albacete). Guérillero de la 3^e Brigade d'Ariège, il avait combattu l'ennemi fasciste, en Espagne comme en France et participé à la libération de Foix le 19 août 1944. En 1991, il reçoit la médaille des « *Carabineros de la República española 1936-1939* ». Fidèle adhérent, il n'oublait jamais ses compagnons de lutte et participait aux cérémonies d'hommage aux anciens guérilleros espagnols. Il est décédé en 1992 à Lavelanet.

Jeanine Garcia Rodriguez

Présidente de la Section AAGEF-FFI d'Ariège



Le 29 octobre 2020, la Ville de Toulouse a ouvert un bienvenu site d'évocation historique dans le bâtiment de la prison Saint-Michel qui a été préservé : « Le Castelet ». L'histoire de la prison et de ceux qui y vécurent – ou moururent – y est racontée, des origines (1869) jusqu'à la fermeture (2009). Une section importante est consacrée à la période de la 2^e

Guerre Mondiale. Des figures de la Résistance qui furent détenues dans la bastille toulousaine sont présentées, dont Ángel Álvarez Fernández (déporté, évadé), Angèle Bettini Del Rio, Enzo Godeas (fusillé), Conchita Ramos Grangé (déportée), Diego Rodríguez Collado (fusillé), résistants étrangers souvent évoqués ici et dont nous reparlerons. Récemment, nous

avons publié des biographies originales de Juan José Linares Díaz (cf. n° 156, 31/12/2019), Joan Blázquez Arroyo et Jaime Nieto López (cf. n° 157, 31/03/2020), Boris Frenkel et José Cubells Galcera (cf. n° 159, 20/11/2020). Voici trois nouveaux portraits (p. 8-11), fruits de minutieux travaux de recherche et analyse des sources.



Francisco Ponzán Vidal

est né à Oviedo, capitale des Asturies, le 30 mars 1911. Il a 7 ans quand son père, cheminot, décède. Collégien à Huesca (Aragon), il réussit le concours d'entrée à l'école normale

d'instituteurs. Très tôt il acquiert des convictions républicaines et révolutionnaires. Il s'engage activement dans le mouvement anarchiste via la Confédération Nationale du Travail (*Confederación Nacional del Trabajo*, CNT), ce qui lui vaudra d'être brièvement détenu à trois reprises en 1930-1934. D'abord instituteur remplaçant en Aragon, il est affecté en Galice, en 1935, en qualité de titulaire.

Le soulèvement du 18 juillet 1936 contre la République espagnole le surprend à Huesca, lors des vacances scolaires. La ville étant sous la coupe des factieux, il se réfugie dans la partie des Pyrénées aragonaises restée fidèle à la République et rejoint la « Colonne Rouge et Noire »¹. Comme représentant de la CNT, il prend part à la fondation puis à l'exécutif du Conseil d'Aragon² jusqu'en mai 1937.

En juin 1937 il est nommé lieutenant dans la 127^e Brigade Mixte de la 28^e Division de l'Armée Populaire de la République (*Ejército Popular de la República*). En son sein, à l'été 1937, il participe à la tentative républicaine de reprendre Saragosse (bataille de Belchite). Il intègre ensuite le « Service Spécial d'Information Périphérique »³ attaché à l'état-major du X^e Corps de l'armée républicaine.

Il prend le commandement d'un groupe de onze guérilleros expérimentés, déjà connu sous le nom de : *Grupo Libertador*. En avril 1938, l'avance franquiste en Aragon le contraint à passer en France, par le Val d'Aran, en même temps qu'une partie de l'état-major du X^e Corps ; il revient en Espagne par Cerbère et Port-Bou. En septembre 1938, il établit la base d'activité de son groupe à La Seu d'Urgell (Catalogne) tout près de l'Andorre.

Cette situation géographique favorise des prises de contact avec des agents britanniques et français qui surveillent la frontière ; Francisco Ponzán Vidal est ouvert à de telles relations, car il estime que la République espagnole doit chercher des appuis du côté des autres pays menacés par le fascisme.

Début 1939, les troupes franquistes, soutenues par les artilleries et aviations allemandes et italiennes, percent les positions républicaines de l'ouest et du sud de la Catalogne et

avancent vers Barcelone, où elles parviennent le 26 janvier. *La Retirada* (la retraite, depuis cette zone d'Espagne) commence ; la France ouvre la frontière aux réfugiés civils – et aux blessés – au soir du 27 janvier puis aux militaires le 5 février, jour où Gérone est occupée par les partisans de Franco. Le 10 février 1939, Francisco Ponzán Vidal et ses compagnons entrent en France par Bourg-Madame.

Début mars, ils font partie d'un convoi ferroviaire qui, formé à Latour-de-Carol, débarque des centaines de militaires républicains au camp de concentration du Vernet (Ariège), ouvert 1 mois auparavant⁴. Francisco Ponzán Vidal ne passe que peu de temps dans ce camp, grâce à un garagiste de Varilhes (commune proche du Vernet), Jean Bénazet, qui accepte de l'employer comme mécanicien. Jean Bénazet, communiste, est très engagé depuis 1936 dans le soutien aux Républicains espagnols. Il aide Francisco Ponzán Vidal à quitter le camp et prendre contact avec ses anciens camarades. Il a consigné dans un journal personnel la quinzaine de déplacements⁵ qu'ils ont effectués ensemble ; dès le 16 mars 1939, il conduit Francisco Ponzán Vidal à Toulouse ; le 20 mars à Argelès-sur-Mer et Le Barcarès ; le 6 avril 1939 à Nîmes... et même plusieurs fois en Andorre, dès le 2 juillet. A compter du 18 août 1939, Francisco Ponzán Vidal bénéficie d'un contrat de travail de 3 mois au garage Bénazet, renouvelé en novembre pour 6 mois.

Genèse du groupe Ponzán Vidal

A la fin de 1939, Francisco Ponzán Vidal soumet ses orientations au « Conseil général du Mouvement Libertaire »⁶ constitué en France, autour de Josep Esgleas i Jaume (connu comme : Germinal Esgleas) et sa compagne Federica Montseny Mañé⁷. Il écrit :

« Voici notre projet : utiliser en premier lieu les compétences des compagnons qui travaillent pour l'Angleterre et la France ainsi que les moyens dont ils disposent. En deuxième lieu : consacrer une partie de l'argent à des objectifs espagnols. Et, en dernier lieu : ne pas oublier l'action, base de la réussite. »⁸.

Cette ligne ne convainc pas la direction du Conseil général du Mouvement Libertaire, qui redoute des manipulations et dérives. Passant outre, Francisco Ponzán Vidal décide de coopérer avec le capitaine Marshall, qui commande depuis Foix une antenne du *Secret Intelligence Service*⁹ ; à partir de mars 1940, il effectue des missions en Andorre et en Espagne.

Le 20 juin 1940, Paris étant déjà occupé par les Allemands et le sud-ouest étant menacé, le capitaine Marshall se rend à Bordeaux pour quitter la France ; ce jour-là il propose à son homologue du « BEP »¹⁰, le lieutenant Tessier, d'utiliser à son tour le groupe d'Espagnols qu'il avait recrutés, sous la conduite de Francisco Ponzán Vidal. Le capitaine Marshall explique : « *Je leur en ai parlé... [..] Ils sont persuadés que seule la défaite de l'Allemagne, et du camp fasciste en général, peut permettre à l'Espagne de se libérer.* ».

Le lieutenant Tessier, dont le vrai nom était Robert Terres, a raconté¹¹ sa première rencontre avec Francisco Ponzán Vidal et six de ses compagnons, début août 1940 près de Foix, en ces termes :

« Ce que j'attends de vous ? Rien de précis pour le moment. Vous connaissez la frontière, vous êtes au courant de tout ce qui s'y passe, vous y connaissez tout le monde et vous avez des amis des deux côtés. Alors organisez-vous. Je vous demande simplement d'être présents et de me renseigner sur toutes les activités que vous pourrez observer à la frontière, ainsi qu'éventuellement, d'aider au passage de mes agents ou de mon courrier. Vous n'ignorez pas que vos compatriotes favorisent au maximum les infiltrations nazies à la frontière. Ces infiltrations vous les surveillez, vous repérez les points de passage de la frontière, et, pour le reste vous faites exactement ce que vous voulez. Je vous demande de me mettre au courant de tout ce qui peut intéresser le C.E. [contre-espionnage] que je représente...

— D'accord. Mais que nous offrez-vous en échange ? Nous sommes complètement fauchés, vous savez... Pour le moment nous vivons sur l'argent que le capitaine Marshall nous a laissé [Robert Terres précise ici : 200 000 francs], mais ça ne va pas durer...

— Je vous offre la protection de mes services pour toutes vos activités. Nous ne pouvons pas vous payer, mais libre à vous de continuer sous notre protection à vous servir de votre connaissance de la frontière. Parlons franchement. Vous savez mieux que moi qu'il y a des marchandises, des réfugiés juifs à passer... Je peux vous couvrir officiellement pour ce genre d'activités auprès des douaniers et des gendarmes, vous procurer tous les papiers, vrais ou faux, tous les laissez-passer, dont vous aurez besoin ainsi que des armes. Financez-vous donc comme vous voudrez, je couvrirai tout ce que vous ferez de l'autorité de mon service. ».

Juan Manuel Molina Mateo, militant anarchiste bien connu sous le surnom de Juanel, a rapporté¹² qu'en avril 1940, parlant de Francisco Ponzán Vidal, Germinal Esgleas lui demande de cesser « *tout contact avec ces éléments indésirables et suspects* ». Les liens avec le Conseil général du Mouvement Libertaire sont alors définitivement rompus.

Néanmoins, Francisco Ponzán Vidal poursuit ses relations avec la CNT de l'intérieur (en Espagne) pour exfiltrer des militants et apporter du matériel de propagande.

En septembre 1940, il fixe sa résidence principale au centre-ville de Toulouse, rue des Changes, puis, en décembre dans le quartier de la Côte Pavée, rue de Limayrac.

Robert Terres explique¹³ :

« Conformément à notre pacte, ma première préoccupation fut de présenter Paco [Francisco Ponzán Vidal] et ses compagnons aux services de la gendarmerie et de la douane avec l'assentiment de Dobré et Paillole [supérieurs de Robert Terres au sein du contre-espionnage vichyste] et les enregistrer de manière officielle comme agents du TR 115 [code désignant le poste de Toulouse] ».

Robert Terres indique que Francisco Ponzán Vidal reçut le matricule : XP-9. Et commente¹⁴ :

« Passage de juifs fortunés, d'objets d'art, d'agents de divers TR [zones d'action] vers l'Espagne, surveillance de la frontière... les activités de mon groupe d'anarchistes s'intensifièrent dans les derniers mois de 1940, tandis que nos relations strictement professionnelles jusque-là, devinrent peu à peu amicales. Le sentiment d'amitié réciproque né en quelques mois dans le but d'échafauder les bases de l'organisation ne fut en rien affecté par la réapparition prévisible et souhaitée de l'Intelligence Service (IS) fin 1940, sur lequel nous comptions, en faisant appel au groupe Ponzán, bien au contraire. ».

A l'inverse, le fossé s'élargit entre Francisco Ponzán Vidal et une large part de ses anciens compagnons de la CNT. Une note d'information du Conseil général du Mouvement Libertaire, datée du 17 février 1941, destinée aux groupes affiliés, déclare¹⁵ :

« Nous avons rompu avec ceux qui prétendaient, en de multiples occasions, de manière dissimulée, sinieuse, ou plus ouverte, nous faire emprunter des sentiers tortueux et obscurs [...] Tel est le cas de ceux qui voulaient rendre compatibles nos activités avec celles de l'Intelligence Service, situation que nous ne pourrions jamais tolérer [...] ».

Dès fin 1940, à Toulouse, Francisco Ponzán Vidal rencontre Camille Soula, notoire professeur de médecine qui avait soutenu l'Espagne républicaine en 1936-1939 ; il est maintenant en contact avec des agents britanniques.

Cette relation favorise l'engagement de Francisco Ponzán Vidal en 1941-42 auprès des réseaux d'évasion Pat O'Leary¹⁶ et Sabot¹⁷.

Grâce à la dizaine d'Espagnols commandés par Francisco Ponzán Vidal, plusieurs centaines de juifs, de résistants, de militaires alliés, ont pu traverser les Pyrénées en vue de rejoindre des consulats amis à Barcelone, Madrid ou Lisbonne, comme étape vers l'Angleterre ou les USA. Francisco Ponzán Vidal a consigné sur deux cahiers les identités (et parfois des photos) de 311 personnes pour lesquelles son groupe a été sollicité entre l'automne 1941 et le printemps 1943¹⁸. On ne dispose pas de liste pour la période entre automne 1940 et automne 1941.

La situation de Francisco Ponzán Vidal est complexe et délicate à assumer : mis en quarantaine par une partie de ses anciens compagnons, il doit concilier ses idéaux anarchistes et son activité antifranquiste avec les attentes de ses protecteurs et commanditaires. Il fréquente d'une part des officiers du contre-espionnage militaire français (initialement au service de Vichy mais en train d'évoluer vers la Résistance) et, d'autre part, des agents de services alliés.

Détention du 14 octobre au 21 décembre 1942

Le 14 octobre 1942, il est arrêté dans sa maison du 42 de la rue de Limayrac à Toulouse, sous le nom de Francisco Lázaro, en compagnie de 4 hommes et 2 femmes, dont sa sœur Pilar Ponzán Vidal. Des documents établis par le service qui les a interpellés – la Police Judiciaire de Toulouse – attestent qu'ils ont été dénoncés le 10 octobre 1942 par Julián Comeras Gimeno, un autre Espagnol qui avait travaillé aussi pour le contre-espionnage français¹⁹.

Une grande quantité de papiers, faux ou vrais, français, espagnols, andorrans, anglais, allemands, sont saisis ainsi que du matériel de falsification et quelques armes de poing.

Selon le rapport détaillé (six pages instructives, inédites) de son audition du 14 octobre²⁰, Francisco Ponzán Vidal révèle immédiatement sa véritable identité. Il déclare être le chef d'agents – qu'il nomme précisément – à qui il transmet : « *les ordres qui me sont donnés par mes supérieurs, entre autres le Lieutenant TESSIER, le Commissaire Principal de la Surveillance du Territoire à Toulouse.* ». Il explique :

« Pour le compte de ce lieutenant TESSIER, je suis chargé de la localisation des organisations gaullistes et Anglaises [sic], polonaises et belges en France, qui s'occupent du passage clandestin vers l'Angleterre, je veux parler du courrier clandestin, de renseignements à recueillir en Espagne, et enfin, depuis peu de temps de la localisation des organisations israéliennes en zone occupée [...] Il y a un an environ que j'exerce mon activité à Toulouse et

dans la région. Depuis cette époque j'ai été amené, d'accord avec le S.R. [Service de Renseignements] à faire accompagner en Espagne un certain nombre de Français, Belges ou israéliennes étrangers qui désiraient se fixer dans mon pays ou y transiter à destination du Portugal, de l'Amérique ou même de l'Angleterre. D'une façon générale les agents de mon service accompagnant ces personnes, n'exigeaient d'elles que le remboursement des frais occasionnés par ce long voyage. Il m'est arrivé cependant d'exiger de certains israéliennes fortunés, qui désiraient quitter le territoire français le versement de sommes variant entre 25 et 60 mille francs, par personne, pour les faire conduire en Espagne via [sic] le Portugal.

C'est moi qui fixais le montant de la somme à verser par chaque individu voulant quitter le territoire français ; les sommes perçues étaient utilisées pour couvrir les frais de voyage et le reliquat distribué par moi à mes agents, et aux familles de nos collègues emprisonnés en Espagne. Personnellement je ne conservais que des sommes minimales destinées à couvrir mes frais de direction.

J'estime à 160 environ le nombre de personnes dont j'ai facilité le passage en Espagne. ».

Le jour même de l'arrestation, le préfet régional de Toulouse, Léopold Chenaux de Leyritz, stupéfait par ces déclarations, communique oralement avec René Bousquet, secrétaire général à la police du gouvernement de Vichy. Par un courrier du lendemain 15 octobre, estampillé : « **STRICTEMENT CONFIDENTIEL – SECRET** »²¹ (inédit, cf. photo p. 11), il confirme son indignation d'apprendre que Francisco Ponzán Vidal et ses hommes sont des agents du contre-espionnage militaire français :

« La Police Judiciaire de TOULOUSE ayant déjà en train et presque terminé une importante affaire²² ayant trait aux agissements de travailleurs étrangers, généralement espagnols, communistes ou terroristes, ressortissant tant de la [sic] P.O.U.M.²³ que de la F.A.I.²⁴ – opération s'étendant sur le Limousin, le Périgord, le Languedoc et le Bas-Languedoc ayant déjà permis 72 arrestations ou inculpations – il n'était pas possible en la circonstance, de laisser, même protégés par le 2ème Bureau Français, opérer une bande organisée de malfaiteurs étrangers, pilleurs d'épaves et écumeurs d'israéliennes, fabriquant de faux papiers dont, par recoupements, nous étions susceptibles de retrouver les noms étroitement mêlés à la première opération d'épuration actuellement en cours. ».

Malgré le courroux du préfet régional, Francisco Ponzán Vidal et ses compagnons sont traités avec retenue par les autorités supérieures. En effet, dès le 17 octobre, Pilar Ponzán Vidal est relâchée. Elle met à profit cette libération

pour retourner au 42 rue de Limayrac et raconte²⁵ : « nous sortîmes les documents, les armes et tout ce qu'il y avait de compromettant, qui était toujours dans les cachettes que, heureusement, la police n'avait pas trouvées. ». Le 23 octobre, elle est interpellée à nouveau et envoyée directement au camp de Brens (Tarn), sans être davantage interrogée.

Le 24 octobre, Francisco Ponzán Vidal et ses codétenus sont transférés au camp du Vernet d'Ariège. Pilar Ponzán Vidal explique : « L'internement du groupe fut de courte durée grâce à l'activité de El Padre [surnom du lieutenant Tessier] et de ses services ».

Effectivement, dès le 21 décembre, tous, sauf un, sont « assignés à résidence à Tarbes »²⁶ ; mais il leur est simplement demandé de se présenter au commissariat de la ville. Ils sont libres de leurs mouvements. Selon Antonio Téllez Solá : « Tous bien entendu revinrent à Toulouse, où le couple Mongelard les attendait avec impatience à l'Hôtel de Paris²⁷, et ils purent y fêter le soir de Noël 1942. »²⁸.

Ces circonstances favorables ne vont pas durer. Car l'occupation de la Zone Libre par les Allemands, le 11 novembre 1942, accentue la division entre partisans de Vichy dans la police et l'armée. Les Allemands s'appuient sur leurs plus sûrs collaborateurs, dont le préfet régional. A Toulouse, ils arrêtent le lieutenant Tessier le 26 janvier 1943²⁹, le couple Mongelard le 20 février 1943, Pat O'Leary le 2 mars 1943.

Le 20 janvier 1943, Francisco Ponzán Vidal est condamné, par défaut, à 6 mois de prison. Un courrier de Vichy³⁰, daté du 18 février 1943, indique qu'il est recherché par la police française. Mais sans doute aussi par la police allemande, qui a déjà arrêté et interrogé nombre de ses contacts. Il se cache quelque temps à Lyon, mais c'est à Toulouse qu'il rencontre Jean Bénazet le 8 mars³¹, puis le lieutenant Tessier le 30 ou le 31 mars³².

Détention du 25 avril 1943 jusqu'à la mort, le 17 août 1944

Le 25 avril 1943, dans des circonstances encore imprécises, il est arrêté dans la rue, à Toulouse, par un policier français qui le connaissait³³. Il est écroué à la prison Saint-Michel le 28 avril. Il lui est reproché le défaut de papiers d'identité et la possession de fausses cartes alimentaires.

Le 15 septembre 1943, il est condamné par le tribunal correctionnel de Toulouse à 5 mois de prison. Compte tenu des 2 mois de détention à l'automne 1942 et des 5 mois écoulés depuis le printemps 1943, il aurait pu être vite libéré. Mais des courants contradictoires s'affrontent dans l'appareil vichyste (administratif, policier, militaire, politique), quant à la conduite de la répression. Une nouvelle instruction est ouverte à son encontre pour « activités antinationales ».

Le 11 décembre 1943, il est transféré à la prison militaire Furgole, ce qui peut résulter de la

nature de l'accusation précédente, mais aussi d'interventions en sa faveur³⁴. Le 13 février 1944 il est ramené à la prison Saint-Michel, mais le 26 mai il rassure sa sœur en ces termes : « L'autre jour les patrons de Zafón [les Allemands] ont lancé une attaque. Les hommes de papa [El Padre : le lieutenant Tessier] résistent bien et semblent décidés à me protéger. »³⁵.

Le 5 juin 1944, il comparut, pour la troisième fois, devant le tribunal correctionnel. Il est plausible que le choix de cette juridiction, plutôt que la Section Spéciale de la Cour d'Appel, fut le fruit des démarches de ses soutiens. Le verdict fut effectivement clément : 8 mois de prison, qu'il avait déjà effectués. Dans un tel cas, pour les étrangers, l'usage était de les « libérer » - de la prison - mais de les envoyer, par arrêté préfectoral, en camp de concentration (couramment : au Vernet, en Ariège).

Mais, dès le 6 juin, l'Intendant de police Marty écrit une note³⁶ demandant au directeur de la prison Saint-Michel de « remettre le nommé PONZAN VIDAL Francisco aux autorités allemandes » ce qui fut fait le jour même. La décision de l'Intendant de Police prenait appui sur un ordre du Secrétaire Général au Maintien de l'Ordre, en date du 29 mai 1944.

Après sans doute des interrogatoires, dont on ne sait rien à ce jour, Francisco Ponzán Vidal fut placé dans le quartier allemand de la prison Saint-Michel. On ignore encore ce qui se passa dans ce quartier pendant les dix semaines suivantes (ainsi que pendant les dix-neuf mois écoulés depuis l'invasion de la Zone Libre).

Le 17 août 1944, à 7 h du soir, les Allemands emmenèrent une cinquantaine de prisonniers à Buzet-sur-Tarn (Haute-Garonne, à une trentaine de km de Toulouse), les fusillèrent et brûlèrent leurs corps. Par examen des restes, 54 victimes ont été recensées ; 19 seulement ont été identifiées à ce jour, dont Francisco Ponzán Vidal.

Deux jours plus tard Toulouse était libérée.

Reconnu « Mort pour la France », Francisco Ponzán Vidal a été homologué capitaine des Forces Françaises de l'intérieur (FFI) à titre posthume. Peu après la guerre aussi, lui ont été décernées, notamment : la Croix de guerre avec palmes, la Médaille de la Résistance et la *Presidential Medal of Freedom* (Médaille Présidentielle de la Liberté, attribuée par le président des USA).

A Toulouse, une allée du jardin Compans-Caffarelli porte son nom depuis le 26 juin 2010.

Henri Farreny

¹ *Columna Roja y Negra*, milice d'obédience anarchiste formée à Barcelone, partie pour le front d'Aragon en septembre 1936.

² *Consejo de Aragón*, assemblée autogestionnaire légalisée par le gouvernement républicain en décembre 1936.

³ *Servicio de Información Especial Periférico*, SIEP : service de renseignement à l'arrière de l'ennemi.

⁴ Environ 22 000 soldats républicains espagnols sont amenés au Vernet entre février et septembre 1939 ; l'effectif présent est maximal en juillet 1939 : près de 15 000 personnes.

⁵ Antonio Téllez Solá, *Le Réseau d'évasion du groupe Ponzan. Anarchistes dans la guerre secrète contre le franquisme et le nazisme (1936-1944)*, Éditions Le Coquelicot, 2008, p. 117.

⁶ *Consejo general del Movimiento Libertario*. Parfois dénommé Conseil national au lieu de général.

⁷ Ancienne ministre de la Santé de la République espagnole de novembre 1936 à mai 1937, assignée à résidence à Salon (Dordogne) en 1941-1944. Une rue de Toulouse porte son nom (quartier Empalot).

⁸ Antonio Téllez Solá, op. cité, p. 135.

⁹ Service de renseignements extérieurs de la Grande-Bretagne.

¹⁰ Bureau d'Études des Pyrénées : organisme de contre-espionnage militaire français concernant l'Espagne et le Portugal.

¹¹ Robert Terres, *Double jeu pour la France, 1939-1945*, Grasset, 1977, p. 64-65. Aussi : Antonio Téllez Solá, op. cité, p. 156-157.

¹² Antonio Téllez Solá, op. cité, p. 382.

¹³ Robert Terres, op. cité, p. 66. Aussi : Antonio Téllez Solá, op. cité, p. 166.

¹⁴ Robert Terres, op. cité, p. 68. Aussi : Antonio Téllez Solá, op. cité, p. 166.

¹⁵ Antonio Téllez Solá, op. cité, p. 174.

¹⁶ Nom de guerre d'Albert Guérisse, médecin militaire belge, devenu officier de la Royal Navy (marine britannique).

¹⁷ Service de renseignement et d'action créé par des officiers belges, animé par Pierre Bouriez (dit Sabot).

¹⁸ Antonio Téllez Solá, op. cité, p. 307-324.

¹⁹ Archives Dép. de la Hte-Garonne, cote : 5278 W 4.

²⁰ Archives Dép. de la Hte-Garonne, cote : 5278 W 9.

²¹ Adressé à l'adjoint de René Bousquet : Henri Cado.

²² Il s'agit de la vaste traque que la police elle-même dénomma : « L'affaire Reconquista de España ». Cf. ouvrage éponyme, Charles et Henri Farreny, Espagne au cœur (2^e édition), 2010.

²³ *Partido Obrero de Unificación Marxista* : Parti Ouvrier d'Unification Marxiste.

²⁴ *Federación Anarquista Ibérica* : Fédération Anarchiste Ibérique.

²⁵ Antonio Téllez Solá, op. cité, p. 236

²⁶ Archives Dép. de l'Ariège, cote : 5 W 274.

²⁷ Augustine et Stanislas Mongelard, propriétaires depuis 1936 de cet hôtel situé place du Capitole (actuellement : Crown Plaza Toulouse), y reçurent de nombreux résistants, dont Pat O'Leary (Albert Guérisse) et Sabot (Pierre Bouriez). Tous les quatre furent déportés. Stanislas Mongelard mourut à Mittelbau-Dora.

²⁸ Antonio Téllez Solá, op. cité, p. 251.

²⁹ Le lieutenant Tessier convainc les Allemands de le remettre en liberté le 20 mars 1943, en feignant de travailler pour eux. La police française l'arrête le 18 mai. Il s'évade de la prison de Castres le 16 septembre et finit par rejoindre Alger.

³⁰ Archives Dép. de l'Ariège, cote : 5 W 274.

³¹ Antonio Téllez Solá, op. cité, p. 270.

³² Robert Terres, op. cité, p. 263.

³³ Antonio Téllez Solá, op. cité, p. 270.

³⁴ Selon Antonio Téllez Solá (op. cité, p. 280), d'une lettre de Francisco Ponzán Vidal datée du 22 janvier 1944, il ressort que celui-ci estime que : « Les Français l'avaient transféré à la prison militaire de Fourgole [sic] afin qu'il soit plus protégé. »

³⁵ Antonio Téllez Solá, op. cité, p. 281.

³⁶ Archives Dép. de Hte-Garonne, cote : 2066 W 1262.



Rosine Bet



Damira Titonel

Damira Titonel est née le 3 juillet 1923 à Re-frontolo, dans le Frioul en Italie. Ses parents ont fui le fascisme en 1925, l'émigration fut leur seul salut. Ils vinrent s'installer dans une petite ferme, tout près de Monclar, dans le Lot-et-Garonne.

Rosa (usuellement: Rosine) **Bet** est, elle aussi, fille d'immigrés italiens venus travailler dans l'agriculture dans le Lot-et-Garonne, à Coulx, tout près de Monclar. Elle est née le 27 novembre 1924 à Conegliano, en Vénétie. Les fermes des deux familles sont très proches l'une de l'autre.

Damira et **Rosa** sont amies depuis l'enfance et leurs vies seront liées jusqu'au bout. Lorsque la Guerre d'Espagne éclate, en 1936, les familles Titonel et Bet vont s'employer à aider les Républicains espagnols par l'envoi de nourriture, d'argent et de vêtements.

De nombreux Italiens iront défendre la République espagnole, agressée par les dictatures allemandes et italiennes qui soutiennent les factieux, au sein de la Brigade Internationale Garibaldi. Ce fut le cas du frère aîné de Rosa, **Auguste Bet**. Il aura une grande influence dans la décision de Rosa d'entrer dans la Résistance. Après l'attaque allemande et la défaite française de juin 1940, de nombreuses réunions clandestines se déroulent, le soir tard, dans la ferme des Titonel mais aussi chez les Bet et chez les Godeas, à Castelculier près d'Agen.

On reçoit des émissaires clandestins du PCI, *Parti Communiste Italien*. Dès 1941 et 1942, ils sillonnent les départements du sud de la France pour organiser de petits groupes de militants et diffuser dans un premier temps la presse clandestine. On peut citer **Illio Ba-**

rontini alias « Dario », **Italo Nicoletto**, **Felice Platone** alias « Jean ». On y parle de la suite à donner au combat ; des liaisons quasi permanentes avec la direction clandestine à Lyon sont assurées. Ces groupes seront versés aux *Francs-Tireurs et Partisans - Main d'Œuvre Immigrée* (FTP-MOI) dans le courant de l'année 1943. Rosa Bet assiste à ces réunions mais Damira n'a pas le droit d'y prendre part car son père ne le veut pas, c'est sa seule fille et il veut la protéger. Le père de Damira, sa mère et ses deux frères, **Nuncio** et **Mathieu**, font déjà partie du petit groupe qui commence à se construire. Damira explique à son amie Rosa qu'elle a compris ce qu'elle faisait, elle veut, elle aussi, faire partie du groupe. Après plusieurs tentatives Rosa parviendra à convaincre le père de Damira de laisser les rejoindre.

C'est ainsi qu'après ses frères, en 1943, elle deviendra membre de la 35^e *Brigade Marcel Langer FTP-MOI*, une organisation composée surtout d'étrangers et d'enfants d'émigrés qui vont impulser la lutte armée contre les occupants allemands et le pouvoir du maréchal Pétain. Elle est envoyée à Toulouse avec son frère Nuncio. Son nom de guerre était **Paulette** et sa fausse carte d'identité était établie au nom de Michelle Ferrals.

Elle devait acheminer des ordres à bicyclette, transporter des armes et des explosifs camouflés dans de petites valises pesantes, assurer les filatures pour la préparation des actions, apporter, puis ensuite récupérer, les armes sur les lieux des attentats.

Au début de mois de mars 1944 le cinéma *Les Variétés* à Toulouse diffusait un film : *Le juif Suss*, d'une rare violence raciste et antisémite. Le commandant militaire de la 35^e Brigade FTP-MOI, le Polonais **Jean Gerhard**, décida d'une action afin d'empêcher le cinéma de le projeter. Rosa Bet et **Enzo Godeas** (Italien comme elle) et **David Freiman** (Roumain) ont été chargés de déposer une bombe qui devait exploser entre deux séances de projection, la salle étant vide.

Mais, peut être en raison du mouvement d'un spectateur ou par erreur de manipulation, la bombe explosa prématurément, tuant sur le coup David Freiman et blessant gravement Rosa Bet et Enzo Godeas.

Rosa Bet meurt le lendemain à l'Hôtel-Dieu de Toulouse sans avoir révélé quoi que ce soit aux policiers venus l'interroger. Enzo Godeas incarcéré à la prison Saint-Michel, sera jugé par une cour martiale composée de miliciens, condamné à mort et aussitôt fusillé, assis sur une chaise car il ne pouvait pas marcher, sa blessure à la jambe n'étant pas encore guérie, au côté de **Diego Rodríguez Collado**, résistant espagnol, le 21 juin 1944.

La police française menait depuis longtemps une longue enquête sur ce groupe de résistants. Une équipe spéciale venue de Vichy enquêtait, menant filatures et perquisitions.

Le 2 avril 1944, les policiers procédèrent aux arrestations des personnes filées et identifiées. Ce jour-là, Damira Titonel est arrêtée dans la gare Matabiau de Toulouse en compagnie de **Marc Brafman** (dit **Léon**) autre résistant de la 35^e brigade, alors qu'elle avait reçu l'ordre de ses chefs de rejoindre le Lot-et-Garonne. Elle transportait sur elle des documents ; fouillée à corps, ils ont été saisis, servant de preuve de son activité clandestine.

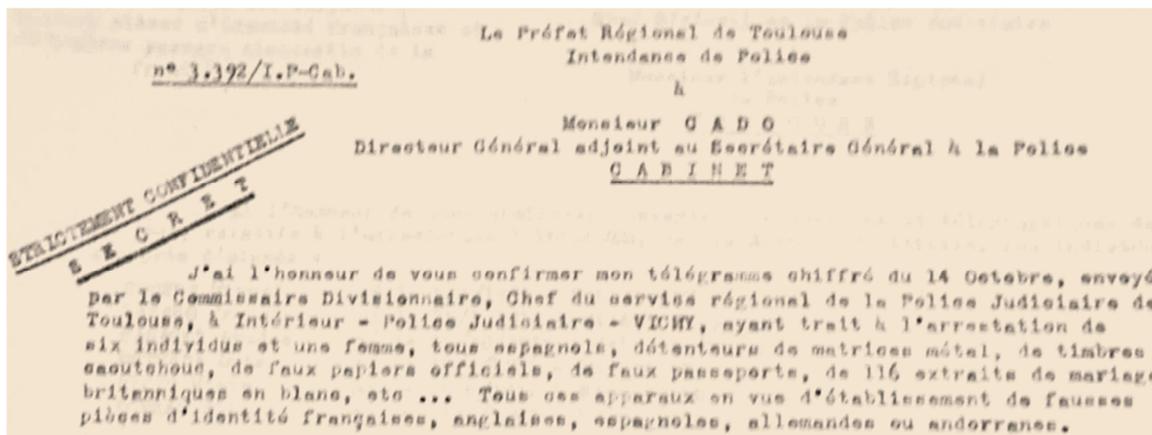
Elle est interrogée au commissariat central de Toulouse pendant près d'une semaine puis transférée à la prison Saint-Michel. Elle est ensuite conduite à la prison Furgole. Le 31 juillet 1944, elle est déportée par un convoi formé à Toulouse à destination du camp de concentration de Ravensbrück en Allemagne.

Après avoir résisté jusqu'à vaincre la mort programmée dans les camps et sur les routes de la débâcle allemande - les terribles *marches de la mort* - Damira est libérée par l'armée soviétique.

Ce n'est qu'après une hospitalisation de plusieurs mois qu'elle arrive à Monclar, au printemps 1945, où tout le village la fête.

André Magne

Documents Le 14 octobre 1942, Francisco Ponzán Vidal est arrêté à Toulouse. Léopold Chenaux de Leyritz, Préfet Régional, communique aussitôt avec le Secrétariat Général de la Police à Vichy, par téléphone puis télégramme. Ci-contre : transcription d'un extrait de ce télégramme. Ci-dessous : début du courrier circonstancié envoyé le lendemain.



« PONZAN déclare travailler pour S.R. Français, et tenir partie matériel et faux documents d'agents anglais et parachutistes gaulistes. Stop.

Individus arrêtés se retranchent derrière S.R. qui les couvre en la personne de Monsieur TEYSSIER, parti ce jour pour VICHY. Stop.

Sauf instructions contraires, individus arrêtés seront internés Camp du VERNET.

LE COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE »



Mendel (Marcel) Langer, fils d'Alter et de Rosa Eiger, est né le 13 mai 1903 à Szezucin en Pologne dans une modeste famille juive. Son père milite au Bund, parti socialiste juif antisioniste de Pologne.

Il vit à Tarnow avec ses parents et ses frères, mais l'antisémitisme qui règne dans ce pays oblige sa famille à émigrer en Palestine, alors sous mandat britannique, en 1920. Mendel Langer, qui a 17 ans, est embauché comme ajusteur-mécanicien aux chemins de fer d'Haïfa. Il entre au Parti Communiste Palestinien qui réunit juifs et arabes et y fait la connaissance d'Abracha Mittelman, juif bessarabien, et de Batia Margoulis, juive ukrainienne. La police coloniale britannique l'arrête à cause de son activité communiste et il est emprisonné à la prison de Saint-Jean-d'Acre. Il quitte la Palestine en 1929 et arrive en France.

Langer s'installe à Paris et travaille comme ajusteur aux établissements Jacomet. Il rencontre alors des communistes juifs polonais et adhère au parti communiste français (PCF) à la section juive de langue yiddish de la MOE (Main d' Œuvre Étrangère) créée en 1923 et qui deviendra en 1932 la MOI (Main d' Œuvre Immigrée). En 1931, Langer quitte la capitale pour résider d'abord à Lavelanet (Ariège), Saverdun (Ariège), Toulonjac (Aveyron) et enfin Toulouse où il va occuper divers emplois : d'août 1932 à avril 1934 il est garçon livreur chez Durran, marchand de matériaux de construction, puis chez Roque, marchand de bois et charbon ; ensuite ouvrier-peintre chez Fumana, entrepreneur de peinture.

Il quitte cet emploi pour s'embaucher à la Société de Constructions Mécaniques du Midi en qualité de fraiseur, emploi correspondant davantage à ses compétences.

Il reprend contact avec le PCF et rencontre le Roumain Stefan Barsony, étudiant en médecine. En fréquentant la cantine ouvrière "l'Aurore", il fait la connaissance du Lotois Marcel Godefroy et du Toulousain Marcel Clouet. Une camaraderie se forge entre ces trois ouvriers communistes que l'on nomme "les trois M". En 1933-1934, Langer fait la connaissance de Vincenzo Tonelli, maçon et membre des Jeunesses Communistes ; il retrouve Abracha Mittelman et Batia Margoulis qui ont dû quitter la Palestine où ils se sont mariés.

Hitler arrive au pouvoir en Allemagne en 1933 et un putsch fasciste échoue à Paris en 1934. En France comme en Espagne, des grèves éclatent et le Front populaire arrive au pouvoir au printemps 1936. Mais en Espagne la coalition des forces allemandes et italiennes vient prêter main forte aux généraux factieux afin de renverser la République Espagnole. En octobre 1936, le gouvernement espagnol donne son accord à la création de brigades internationales.

Des volontaires d'Europe et d'ailleurs affluent pour défendre la jeune République espagnole. Au départ de Toulouse, des volontaires parmi lesquels : Marcel Clouet, Marcel Godefroy, Abracha Mittelman, Vincenzo Tonelli, ainsi que Stefan Barsony et Mendel Langer gagnent l'Espagne. Langer rejoint la base des Brigades

Internationales à Albacete où il dirige un atelier de réparation d'armes. Après un passage dans la Brigade Dimitrov où il fait la connaissance du Roumain Victor Grobocopatel, il rejoint la Brigade Dombrowski, puis il commande en second comme lieutenant une compagnie de mitrailleurs de la 35^e Division du général polonais "Walter".

En juin 1937, Langer épouse Cecilia Molina à Albacete. De cette union naquit le 30 octobre 1938 une petite fille : Rosa, qu'il connut à peine. Après le retrait des Brigades Internationales en octobre 1938, de très nombreux inter-brigadistes de l'Europe centrale ne peuvent plus retourner dans leur pays. Ils reprennent les armes pour les derniers combats avant d'être obligés de se retirer en France.

Langer passe la frontière au Perthus en février 1939. Il est interné d'abord dans le camp de concentration d'Argelès-sur-Mer où il reste quatre mois. Il est ensuite transféré dans le camp de concentration de Gurs où il séjourne quelques mois. Il y rencontre l'Allemand Norbert Kugler qui deviendra par la suite un responsable Zone sud des FTP-MOI.

Le 3 septembre 1939, la France déclare la guerre à l'Allemagne. Tous les hommes français mobilisables sont appelés sous les drapeaux et l'industrie commence à manquer de personnel. Il fait une demande d'engagement dans l'armée française mais, en raison de ses compétences professionnelles, il est affecté spécial à la Société de Constructions Mécaniques du Midi où il avait déjà travaillé, par décision du général de la XVII^e région militaire (26 février 1940).

En 1940, le groupe Solidarité se forme au sein de la MOI pour apporter aide et nourriture à des internés dans les camps de concentration du Sud de la France.

Langer participe à ce groupe où il retrouve Abracha et Batia Mittelman, Stefan Barsony et fait la connaissance de Fela Insel, Osna Kogan, Émile et Ilda Rosenstein, Rachel Perelman. Ces militants, avec d'autres, tel que Norbert Kugler, se tournent progressivement vers une action militante antifasciste, notamment en collant des affiches la nuit et en distribuant des tracts dans des boîtes aux lettres. Le PCF commence alors à restructurer la MOI dans le Sud de la France. Après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne en juin 1941, il passe à une étape supérieure dans son activité contre le régime nazi et son auxiliaire vichyssois. Plusieurs communistes étrangers s'évadent alors des camps de concentration français dont certains du camp du Vernet, tels Jacob Insel évadé le 12.06.1941 qui rejoint son épouse Fela et la MOI à Toulouse ; Sewek Michalak, évadé le 01.08.1942, rejoint la MOI et s'installe, avec l'aide de la famille Tequi, dans la gare désaffectée de Loubers (ville de l'Union en Haute-Garonne) qui deviendra la base logistique du groupe clandestin formé autour de Langer. D'autres étrangers rejoignent ce groupe, tels Robert Waschpress, ou coopèrent avec lui, tels que Juan José Linares Díaz.

Le 7 octobre 1942, la direction de la Société de Constructions Mécaniques du Midi où travaille Langer affiche une liste de noms des personnes convoquées pour partir travailler en

Allemagne. Langer découvre que son nom y figure, son groupe devant partir pour Kiel. Le lendemain il ne paraît pas à son travail, il devient de facto clandestin. Il est aidé en cela par Mira Kugler (la femme de Norbert) qui avait été internée au camp de Rieucros en Lozère avec Henriette Caubon. Cette dernière horlogère-bijoutière rue Saint-Rome, loue une chambre garnie à Jean Ferran, ouvrier à l'Arsenal, qui accepte d'héberger Langer.

Langer va franchir un nouveau pas dans son activité résistante, celle de l'action armée. Il a déjà constitué autour de lui un premier groupe embryon de la 35^e brigade FTP-MOI. Il est aussi en relation avec des Espagnols qu'il a connus en Espagne. Au printemps 1942, Juan José Linares Díaz lui est présenté par Victor Grobocopatel qui travaillait avec lui chez Bréguet Aviation. Ils décident de mutualiser leurs efforts.

Les premiers attentats à l'explosif sont organisés à Toulouse à partir de l'été 1942. Le groupe de Langer et celui de Linares Díaz collaborent dans l'incendie de plusieurs camions allemands place du Capitole et devant la gare Matabiau dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre 1942.

Le 6 février 1943, une mission aller et retour dans la journée pour récupérer une valise d'explosifs dans une carrière près de Luchon dans les Pyrénées est confiée à l'étudiante Catherine Lévy, conduite par l'Espagnol Jésus Arias, ouvrier chez Bréguet. Elle voit ce dernier pour la première et dernière fois. Le train de retour est prévu vers 19 heures à la gare Saint-Agne, située à côté d'un passage à niveau. Langer les attend près de la barrière. Jésus Arias lui passe la valise et s'en va, ainsi que Catherine Lévy. Un policier interpelle Langer pour contrôler le contenu de la valise. Mendel Langer, 1^{er} commissaire aux opérations de l'inter-région 35 (IR 35) des FTP-MOI, est arrêté. L'interrogatoire dans les locaux du commissariat central, rue du Rempart Saint-Etienne, par les inspecteurs de la 8^e brigade de police de sûreté de Toulouse est extrêmement violent, mais il n'y aura pas de chutes. Par précaution, Catherine Lévy part pour Nice, Victor Grobocopatel et Juan José Linares Díaz partent pour l'Ariège. Langer est emprisonné à la prison Saint-Michel le 11 mars 1943.

Ses camarades vont lui trouver un avocat, Maître Arnal, qui va prendre fait et cause pour Langer et déployer une grande énergie pour tenter de lui sauver la vie. Langer parvient à maintenir le contact avec ses camarades, de nombreux échanges de courriers en font foi.

Dans une lettre datée du 21 mars 1943 Marcel Langer se déclare prêt à affronter son destin : « *Je suis préparé à tout. Si je dois mourir maintenant, je me comporterai en ouvrier révolutionnaire dans mes derniers moments.* ». Devant la Section spéciale de la cour d'appel de Toulouse, l'avocat général Pierre Lespinasse requiert la peine capitale en ces termes : « *Vous êtes juif, étranger et communiste, trois raisons pour moi de réclamer votre tête.* ».

Le 11 mars 1943, Langer est condamné à la peine de mort. Le 23 juillet 1943, il est guillotiné dans la cour de la prison Saint-Michel.

Alain Fort et André Magne

Disparitions



Fondateur et 1^{er} Président de **TRIANGLE BLAU** de Figueres (Girona)

Jordi Riera i Sorribes nous a quittés le 23 novembre 2020



Nascut a Cornellà del Llobregat, el 6 d'octubre del 1934, aquest mateix dia, el President de la Generalitat, Lluís Companys, tornava proclamar la Independència, declarant l'Estat Català de la República Federal Espanyola! Intent immediatament fracassat per la intervenció de l'exèrcit espanyol...

Jordi Riera que estimava tant Catalunya (militant d'Esquerra Republicana de Catalunya) era fundador, expresident i president d'honor de l'Associació « Triangle Blau » de Figueres, membre de l'Amical de Mauthausen i de l'AAGEF-FFI.

Ja el sabíem malalt i molt cansat, però va ser amb moltíssima pena que vaig aprendre la seva desaparició el 23 de novembre del 2020, a l'edat de 86 anys, gran i fidel amic nostre, present cada vegada que podia als actes de la secció dels Pirineus Orientals.

Jo, el vaig conèixer, junt, evidentment, amb la seva dona Carme Daviu i Batlle, fa més de 10 anys, fent el meu primer i molt emocionant, viatge als camps nazis, dels que organitzaven regularment amb el Triangle Blau, en memòria a les víctimes dels camps nazis.

A Mauthausen en particular, ón va ser deportat al 1941 i ón va morir al febrer 1943 el seu pare Josep Riera i Borrell, exiliat en 1939 i empresonat en 1940. Mentres es moria de malaltia la seva mare al 1942, sense cap notícia del pare.

En Jordi feia el seu servei militar a La Junquera quan hi va conèixer la Carme.

Aquests dos formaven i es veia tant i tant, una parella molt fusional, aquest 2020 celebraven 60 anys de casament. Han tingut tres fills, Miquel, Rafel i Jordi.

Es al 1977, llegint el llibre de la Montserrat Roig « Els catalans als camps nazis » que va aprendre els detalls de la mort del seu pare.

A llavors, sempre junts, al costat d'amics i companys, primer de l'Amical de Mauthausen, fins a fundar l'any 2004 el Triangle Blau de Figueres, van lluitar per la memòria i la divulgació dels sufriments d'aquesta tràgica història de la guerra d'Espanya i de les conseqüències

del franquisme i del terror nazi portat pels fascismes europeus... perque no torni mai més!

Guardaré el record de la persona tan amable, tan disponible, tan oberta, tan respectuosa dels altres, però tan determinada i voluntària que eres, Jordi, en el combat compartit per la Memòria històrica i pels valors republicans de Solidaritat, d'Igualtat, de Fraternalitat i de Llibertat.

Seguirem la lluita, Jordi, i... *Mai moriràs!*

Xantal Semis



Jordi i Carme, Mauthausen 2010



Une des plus jeunes réfugiées politiques d'avril 1938

Julia (Colette) Tapia Vergé

s'est éteinte le 16 septembre 2020

Quand, au printemps 1938, les troupes franquistes provoquent l'effondrement du front aragonais en prenant Barbastro (29 mars), elles investissent par le sud la partie est de l'Aragon et le nord-ouest de la Catalogne ; l'armée républicaine se replie vers le nord.

La ligne de front se stabilise un temps à Gavín. Situé sur la rive droite de la rivière Sía, à 3 km de Biescas, Gavín est presque entièrement détruit. Six km plus au nord, en direction de Broto et Bielsa, se trouve Yésero, petit village de 250 âmes, où se situe notamment un dépôt de secours alimentaire de l'intendance de l'armée républicaine.

C'est là que naît Julia Tapia, le 31 mars 1938. Plus tard elle se fera appeler Colette.

Les Républicains s'étaient retirés du Val d'Aran entre le 28 mars et le 3 avril.

Yésero va tomber. Le 1^{er} avril, le charismatique Antonio Beltrán Casaña, connu comme "L'esquinazau", commandant par intérim de la 43^e Division, donne l'ordre de replier toute la population civile vers la Bolsa de Bielsa.

Le père de Julia, Vicente Tapia, combattant de cette Division, aidé par un médecin mili-

taire, reste le plus longtemps possible avec la maman : Milagros, sa femme. Cette première maternité l'avait beaucoup affaibli : elle avait enduré de fréquentes hémorragies.

En début d'après-midi une ambulance militaire la transporta jusqu'à Linás, village situé à quelques km de Yésero, où on lui administra les premiers soins. Elle y resta deux jours car elle était très affaibli.

A Linás on fabriqua des brancards de fortune afin de pouvoir passer au mieux les espaces enneigés. On accrocha deux brancards sur un mulet. D'un côté fut installée Milagros et de l'autre un soldat qui venait d'être amputé d'un bras. Les sœurs de Milagros, Virginia et Melchora, ainsi que Trini, sœur de Vicente, se relayaient pour porter la nouveau-née.

Le groupe suivit des chemins escarpés afin de se dissimuler des avions ennemis. A Fanlo, où Vicente et sa compagnie étaient basés, la santé de Milagros se détériora à nouveau.

Vicente fit venir une fois encore le médecin militaire. Halte de 3 ou 4 jours... Milagros progressivement récupérait un peu de force. Mais nul ne savait alors que Vicente ne reverrait son épouse et sa fille que 2 ans plus tard...

Après seize jours d'errance, en passant par la Bolsa de Bielsa, Milagros et ses compagnes franchirent la frontière par le col du Puerto Viejo puis arrivèrent à Arreau (Hautes-Pyrénées).

Après avoir été vaccinées, elles furent dirigées vers Rennes, au camp de Verdun, dans des wagons à bestiaux.

Durant les années sombres de la seconde guerre mondiale, Milagros et Vicente réussirent à passer entre les gouttes. Après Julia, ils eurent trois enfants : Roland, décédé précocement, Josiane et Vincent.

Julia-Colette se maria avec Jean Vergé, ils eurent deux enfants : Valérie et Myriam. A Lourdes ils développèrent avec bonheur un bar-restaurant. Toute la famille Tapia, vécut à Lourdes.

Julia-Colette est née dans la douleur, la veille de l'exil. L'écho de ses cris d'alors ne s'est jamais tu. Pour elle et sa famille, comme pour leur génération, si la fortune des armes leur a été contraire et s'ils ont payé au vainqueur un lourd tribut dont le plus douloureux fut l'exil, leur lutte n'a pas été vaine. Ils l'ont poursuivie, fidèles à la pensée politique et sociale qui a dominé les combats et leur a survécu.

Après tant de malheurs, ils eurent une vie heureuse. Quoi de plus normal, quand on se rappelle que l'aînée de cette saga familiale se prénommaient Milagros et habitait... Lourdes !

Michel Sanz



Les "Oubliés" de la Toussaint



Décembre 2020

76 ans après sa fondation, l'Amicale du camp de concentration du Vernet vient de publier une nouvelle étude très instructive. Ci-dessous : l'introduction au sujet et le sommaire. Nos vives félicitations aux auteurs.

Introduction

L'histoire du cimetière du camp de concentration du Vernet d'Ariège est intimement liée à celle de l'Amicale des Anciens Internés Politiques et Résistants du camp de concentration du Vernet d'Ariège, créée le 1er décembre 1944.

Fin 1950, dans le contexte de la « Guerre Froide » & sous la pression de Franco, l'opération de répression policière nommée « Boléro-Paprika » vise plusieurs centaines de militants d'associations antifascistes, principalement des Espagnols Républicains qui sont assignés à résidence & déportés en Algérie & en Corse pour la plupart, vers des pays de l'Est pour les autres. Notre Amicale n'est pas interdite d'exercer ses activités, mais certains de ses militants sont poursuivis. Ce climat répressif ignoble envers des personnes qui ont été parmi les premiers Résistants & qui ont participé à la Libération de la France oblige à sa « mise en sommeil ». Le cimetière, abandonné, tombe dans l'oubli. Il disparaît sous les ronces. Les vaches vont paître parmi ses tombes. Une indifférence quasi générale

plane au-dessus de ce lieu où le fascisme pétainiste & hitlérien a frappé cruellement.

En 1969, la chronique « Mais, dit André Wurmser », publiée dans le journal *L'Humanité*, a pour titre « Le rouge au front ». Le journaliste découvrant ce lieu de désolation a le cœur fendu & éprouve un puissant sentiment de honte. HONTE de constater que la France a abandonné les dépouilles de ces combattants antifascistes sans leur rendre le moindre hommage, alors que la République Fédérale Allemande a rapatrié celles de ses soldats décédés & enterrés dans ce cimetière après la Libération pour les honorer.

En 1970, deux actions vont être déterminantes pour sauver le cimetière. Dans l'été d'abord, un ancien interné Garibaldien, Ilario PLINIO est mandaté pour contacter autorités & personnalités & les convaincre de sauvegarder ce cimetière où plus de cent-cinquante antifascistes sont enterrés à jamais.

Ensuite, le 1er novembre 1970, un journaliste du journal *Le Monde*, Jean Benoît, publie un article intitulé « Les "Oubliés" de la Toussaint ». Ces deux actions ont un grand retentissement. Les anciens internés se remobilisent. L'Amicale se lance dans un travail opiniâtre qui porte ses fruits et les "Oubliés" de la Toussaint récupèrent leur dignité. Les tombes sont rénovées, les alentours et les accès au cimetière aménagés. La lutte contre l'oubli s'est mise en route & ne s'arrêtera pas.

Depuis 2010, chaque tombe est fleurie le 1er novembre à 11 heures au cours de la cérémonie des « Oubliés » de la Toussaint.

En 2012, l'Amicale a aussi décidé de munir toutes les tombes d'une lampe solaire. Ceci pour mettre en lumière tous ces combattants antifascistes trop longtemps restés dans l'ombre.

En 2016, l'identité & la nationalité des internés décédés sont lues au cours de cette cérémonie par les personnes présentes.

Cette année 2020, avec l'aide d'une trentaine de bénévoles, nous avons effectué des rénovations : les plaques commémoratives ont été repeintes & le gravier des tombes a été renouvelé.

Le cimetière est devenu un garant de lisibilité pour l'Histoire & la Mémoire du camp de concentration du Vernet d'Ariège.

C'est aussi un lieu de recueillement pour les proches et de paix pour ceux qui y reposent.

L'Amicale qui a la responsabilité de ce « témoin » poursuit son travail sereinement, MAIS, l'oubli faisant toujours son œuvre, la vigilance reste de mise.

Vous trouverez dans cette publication des articles de journaux, des textes d'auteurs, des documents iconographiques, des documents d'archives, ainsi que la liste de toutes les personnes décédées que nous avons recensées à ce jour.

Belle lecture...

Raymond Cubells
président de l'Amicale

Sommaire

- P. 3 :** Introduction
- P. 4 :** *Le rouge au front*, article d'André Wurmser dans « L'Humanité » du 31/01/1969
- P. 5-7 :** *Les "Oubliés" de la Toussaint*, article de Jean Benoît, dans « Le Monde » du 1/11/1970
- P. 8 :** Article de Charles Tillon paru dans le premier bulletin de l'Amicale du 1/09/1973
- P. 9-13 :** Liste alphabétique des internés décédés
- P. 14-15 :** MURSMURES du cimetière, montage photo de toutes les tombes rangées par ordre chronologique de décès
- P. 16 :** Paul Pitoume, artiste peintre interné & inhumé dans le cimetière
- P. 17 :** Le cimetière avant...
- P. 18-19 :** Récit, *Albert Borkiewicz est abattu...*, dans un extrait de LES HOMMES DU VERNET de Bruno Frei, traduction de Georges Dimon, deuxième édition de 2019
- P. 20-22 :** Récit, *Tentative d'évasion de Leo Dallinger* dans un extrait de LES HOMMES DU VERNET de Bruno Frei, traduction de Georges Dimon, deuxième édition de 2019
- P. 23-25 :** Récit, *Décès & enterrement d'Aron Langer, dit "Jules"* dans un extrait de JULES de Friedrich Wolf, publié à Berlin en 1948, illustré par Georg Mc King, traduit par Françoise Pernot & Maria Cozar. Retrouvez ce récit dans son intégralité sur notre site www.campduvernet.eu
- P. 26-27 :** Le cimetière en 2020
- P. 28 :** Un poème écrit par Ampari Perez, PERFILES HUMANOS PROFILS D'HOMMES

Les « Oubliés » de la Toussaint

LES ÉDITIONS DU CAMP DU VERNET (5 €)

Contacts : amicale@campduvernet.eu



Le 10 juin 1944, peu après le débarquement allié en Normandie, la sinistrement célèbre division allemande Das Reich, commettait le massacre d'Oradour-sur-Glane : 643 victimes*.

Le même jour, une unité appartenant à la

même division abattait 1 bébé, 11 enfants, 6 femmes et 9 hommes à Marsoulas, petit village de Haute-Garonne (Comminges) : 27 morts.

Là, chaque 10 juin, ont lieu d'importantes cérémonies. Ce 23 janvier 2021, un grand panneau explicatif a été inauguré sur le site par le Conseil départemental. Un livre documentaire (80 pages) sera distribué dans les collèges et médiathèques de Haute-Garonne. On pourra se le procurer auprès des associations mémorielles, ainsi qu'auprès des services culture, jeunesse, patrimoine, du département.

* Rappelons que, grâce à la recherche menée par notre camarade David Ferrer, une 643^e victime a été officiellement reconnue en octobre 2020 : Ramona DOMÍNGUEZ GIL (bulletin AAGEF-FFI n° 159, p. 4).

Remerciements fraternels

Le *Grup Memòria*, a longtemps joué et chanté pour les guérilleros depuis les montagnes du Canigou jusqu'à Paris, en passant par Prayols. Voix puissantes et fraternelles ! Il vient de se dissoudre et de faire un don à notre section des Pyrénées Orientales. *Moltes gràcies Jérôme, Federico i companys !*

Notre cher **José Martorell**, décédé le 16 octobre dernier, s'était beaucoup investi depuis 2011 dans le groupe *Guerrillero Oublié*. Sa fille Karine nous a avisés que, parmi ses dernières volontés, il avait prévu de réaliser un don à l'AAGEF-FFI pour qu'elle poursuive son activité. *¡Hasta siempre guerrillero Pepito!*

Misère de l'enseignement de l'Histoire !

Le Patriote Résistant est le mensuel édité par la Fédération Nationale des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes (FNDIRP). Dans le numéro de novembre 2020, un titre attire l'attention : LES CAMPS NAZIS ONT EXISTÉ.

Le sous-titre indique : « *mais il est bien difficile de le savoir en parcourant le chapitre sur "les régimes totalitaires" dans l'entre-deux-guerres des tout récents manuels d'histoire pour la classe de terminale* ». L'auteur de l'article, Franck Schwab, professeur d'histoire et de géographie, a consulté 7 livres d'histoire présentant ce programme. Il a notamment analysé le chapitre intitulé : les régimes totalitaires. Il précise :

« *Aucun manuel ne présente la moindre carte des camps de concentration nazis dans leurs pages consacrées à l'Allemagne d'avant-guerre... Et les élèves ne sauront pas que des Allemands ont payé très cher dans ces camps leur combat contre Hitler... Par contre, les élèves ne manqueront pas de connaître le Goulag bien illustré dans tous les manuels par une carte sur la grande terreur.* »

Je me suis procuré le manuel édité par "le livrescolaire.fr". Ce 2^e chapitre est effectivement révélateur. A la page 57, est proposée une carte en couleurs de l'Europe (plus l'AFN : Afrique du Nord Française) entre 1917 et 1939. On y distingue 3 sortes de régimes :

- DES RÉGIMES PARLEMENTAIRES, dont la France et l'AFN. L'AFN, colonie française, bénéficiait donc d'un régime "parlementaire" dans les années 1930 ?

- DES RÉGIMES AUTORITAIRES, dont le Portugal (à partir de 1926) et l'Espagne (de 1923 à 1930 et de 1936 à 1939). Les Républicains portugais et espagnols apprendront que Salazar et Franco ne faisaient preuve que d'« AUTORITÉ » !

- DES RÉGIMES TOTALITAIRES : l'Allemagne nazie (à partir de 1933), l'Italie fasciste (à partir de 1922) et la « Russie » soviétique (à partir de 1922).

Nota : l'URSS est classée en régime autoritaire de 1917 à 1922. Et le régime des tsars, aboli par la révolution soviétique, c'était quoi ?

Au bas de la même page, les symboles de l'Allemagne nazie, de l'Italie fasciste, de l'URSS communiste sont présentés sur un pied d'égalité, ce que contestent beaucoup d'historiens.

Aux pages 66 et 67, figure une carte de l'URSS intitulée : « *géographie de la répression* », avec la localisation des principaux camps du Goulag et des principales fosses communes avec cette terrible précision : « *entre août 1937 et novembre 1938, au moins 700 000 personnes sont exécutées par le pouvoir stalinien* ».

Mais aucune carte des camps de concentration et d'extermination nazie ne figure dans ce manuel.

En fin d'ouvrage figurent les biographies de 65 personnes qui ont marqué l'Histoire. Celle de Pétain indique : « *Il installe le régime autoritaire et conservateur de l'État français et collabore avec l'Allemagne nazie* ». **Rien de précis sur la nature de cette collaboration.**

Cependant, page 134 ne sont pas oubliés, à juste titre, les nombres de morts* pendant la Seconde Guerre Mondiale :

Pays	Militaires	Civils
URSS	8 600 000	16 000 000
Allemagne	4 000 000	2 000 000
France	290 000	290 000
USA	300 000	-

Franck Schwab conclut dans *Le Patriote Résistant* : « *Misère de la conscience européenne ! Misère de l'enseignement de l'Histoire ! Misère surtout du garde-fou civique que cet enseignement est censé toujours représenter contre le fascisme rampant qui revient !* ».

Olivier Nadouce

* Ce tableau donne des ordres de grandeur.

Du manque de rigueur en Histoire

Claude Laharie, vient de publier *Petite histoire des Camps d'internement français* (chez Cairn, octobre 2020, 195 p., 11 €), avec préface de Denis Peschanski. L'auteur affirme que : « *Les camps français de la Retirada sont désignés* » par camps de concentration en Espagne, au Portugal et « *par de nombreuses associations françaises des Républicains espagnols* », tandis qu'ils seraient désignés par camps d'internement « *dans tout le reste de l'Europe, à commencer par la France et l'Allemagne* ». La deuxième assertion est fautive : Claude Laharie ignore les travaux de Jean-Claude Farcy, Paul Lévy, Éric Malo, Marie-Claude Rafaneau-Boj, Maurice Rajsfus, Jacques Sigot... Mais aussi ceux d'Hanna Schramm et Barbara Vormeier qui écrivirent : *Vivre à Gurs – Un camp de concentration français 1940-1941* (paru en 1979).

A propos de la dureté du camp du Vernet, Claude Laharie pose une étrange question : « *Est-ce la raison pour laquelle les responsables actuels de*

l'Amicale des anciens du Vernet tiennent à ranger le camp ariégeois parmi les camps de concentration ? ». Claude Laharie devrait lire les productions de l'Amicale du Vernet et celles de l'AAGEF-FFI.

Voilà des années que nous avons divulgué ici et ailleurs le texte complet et les cotes d'archives de la circulaire édictée le 10 janvier 1941 par le ministre Peyrouton avec son instructif exposé des motifs. Il est surprenant que Claude Laharie n'en dise mot. Pourquoi ce silence ?

Plutôt que de critiquer en bloc « *les confrères espagnols* » pour leurs « *méconnaissances béantes* » (comme il le fait p. 26), Claude Laharie devrait considérer l'échange avec Denis Peschanski rapporté fidèlement en p. 2- 7 de ce numéro. Et méditer sur les *Pensées* de Blaise Pascal, vieilles de 350 ans mais toujours d'actualité (cf. p. 3, 3^e col., ici).

Document daté du 7/2/1944



BORREDON-SEPTFONDS 2021

La 15^e Marche de la Dignité est programmée à l'appel du CIIMER pour le samedi 13 mars. A ce jour, nous ne savons pas qu'elles seront les contraintes liées à la situation sanitaire à cette date.

A partir du 15 février le maintien ou pas sera annoncé sur le site de MER 82 :

<http://www.mer82.eu>

España, mañana, será republicana

Le 12 octobre 2020, jour de la fête nationale de l'Espagne monarchiste (aujourd'hui Día de la Hispanidad, auparavant Fiesta de la Raza), est paru un sondage commandité par 16 médias indépendants (dont le journal digital *Público*), réalisé par l'institut 40D*b*, via 3 000 entretiens réalisés au niveau national. Selon cette étude :

- 47,8 % des sondés sont favorables à un référendum quant à la forme de l'État (36,1 contre ; 24,2 ne se prononcent pas) ;

- en cas de référendum, 40,9 % des sondés sont favorables à une République (36,1 contre ; 16,1 ne se prononcent pas) ;

- 59,8 % des électeurs du PSOE et 94 % de ceux de *Unidas Podemos*, sont pour le référendum ; se prononcent contre : 75,2 % des électeurs du PP, 74,6 % de ceux de *Vox* et 57,3 % de ceux de *Ciudadanos*.

- 55 % des électeurs du PSOE et 91,1 % de ceux de *Unidas Podemos* voteraient pour une République ; pour continuer la monarchie voteraient 76 % des électeurs du PP, 79,2 % de ceux de *Vox* et 59,8 % de ceux de *Ciudadanos*.

¡Próximamente: ni corona virus, ni corona Borbón!



Tous ceux qui travaillent sur l'histoire des camps de Septfonds et du Vernet, seront surpris des erreurs que commet Claude Laharie à leur sujet. Et ses lacunes. Nous y reviendrons.

En préface de *Le camp de Gurs* (1993), notre ami Artur London déclarait (p. 11) : « *Après notre retour en France [...] nous étions harcelés de questions sur la nature des camps nazis. On voulait connaître la vérité pour que, avertie, l'humanité ne puisse jamais plus connaître cela. Par contre, le silence planait sur les camps de concentration français : Rieucros, Septfonds, Le Vernet, St Cyprien, Rivesaltes, Noé, Nexon, Récébédou... et sur le plus important, le pire, Gurs.* ». Oui Claude, le silence planait. Rompons-le.

Henri Farreny

Pancartes à commenter ultérieurement



Refolements de réfugiés, dès octobre 1937

Notre ami, Jean-Daniel Simonet, coprésident de l'Amicale des Déportés Politiques et Résistants du Train Fantôme, nous a transmis l'article reproduit ci-contre, paru le dimanche 3 octobre 1937 dans *Cherbourg-Éclair*.

On y apprend que le maire de Bayonne proteste contre l'éventualité d'un refolement systématique des réfugiés espagnols : « *L'opinion publique se révolterait à la pensée qu'on puisse expulser des femmes, des enfants et des vieillards, sous le seul prétexte qu'ils sont indigents et que leur entretien est onéreux, alors qu'on tolérerait, sous le prétexte qu'ils subviennent entièrement à leurs besoins, de riches étrangers qui se cachent à peine pour se livrer à de louches manœuvres contre notre pays.* ».

Plusieurs milliers d'Espagnols républicains s'étaient réfugiés en France lors de la bataille du Guipúzcoa, conclue par la chute d'Irún (5 septembre 1936). Plusieurs dizaines de milliers s'exilèrent par voie maritime en 1937 lors des combats en Biscaye (prise de Bilbao le 19 juin), en Cantabrie (prise de Santander le 26 août) et aux Asturies (Gijón ne sera prise que le 21 octobre). Au lieu de soutenir le gouvernement républicain, la France maintient sa politique de « *Non-Intervention* » qui fait objectivement le jeu de Franco et de ses alliés, Hitler et Mussolini. A l'égard des réfugiés, l'État « *accueille* », certes, mais *a minima* : aux préfets il est prescrit de procéder au « *refolement* » (terme employé 2 fois dans l'article).

Heureusement, une partie des Français résiste et exprime sa solidarité : groupes politiques, syndicaux, associations humanitaires, élus... On note ici l'engagement du maire de Bayonne : Pierre Simonet (à ce poste de 1935 à 1941). Nous avons salué sa mémoire et celle de son fils Jacques dans le bulletin AAGEF-FFI n° 145 (2017) : avocats tous les deux, ils défendirent les Espagnols. Jacques, arrêté à Bayonne le 12 juin 1944, fut déporté depuis Bordeaux via le *Train Fantôme*.

Réalité méconnue : en 1939-40, avant Pétain, des rapatriements collectifs forcés vers l'Espagne franquiste

Le n° 115 (2009, p. 12) du bulletin de l'AAGEF-FFI a présenté des documents inédits prouvant que de tels forfaits ont été accomplis dès avril 1939.

Pour davantage d'informations, on peut consulter ces publications de Charles et Henri Farreny :

● *Du traitement arbitraire des réfugiés espagnols par les autorités françaises (1939-1940)*, Cahier Espagne au cœur n° 2, avril 2011 (tiré-à-part d'une communication présentée au colloque *La Guerre d'Espagne dans l'Histoire de France*, Nérac, mars 2009). Accès internet : sites.google.com/view/aagef-ffi

● *Rapatriements collectifs forcés vers l'Espagne franquiste en 1939-1940 – premières observations*, in Camiade Martine et Font Jordi (directeurs), *Déplacements forcés et exils en Europe au XXe siècle*, p. 95-111. Éditions Talaia, Perpignan, 2012 (actes d'un colloque au MUME de La Junquera, octobre 2010)

● *Repatriaciones colectivas forzosas hacia la España franquista en 1939-1940 – Primeras observaciones*, in Rodríguez Pablo (éditeur), *La represión franquista en Levante*, p. 303-326, Eneida, Madrid, 2012.

Cherbourg-Eclair

Les réfugiés espagnols regagnent leur patrie

Bayonne. — Le préfet des Basses-Pyrénées effectue le recensement des réfugiés espagnols.

Le refolement prescrit est déjà commencé. Deux trains spéciaux sont arrivés à Hendaye chargés d'Espagnols qui regagnent leur patrie.

Les convois seront acheminés par la Tour de Carol et Puigcerda

Les autorités espagnoles de Port-Bou ont fait connaître qu'il y avait intérêt à ce que les convois soient acheminés par la Tour de Carol et Puigcerda, et non par Cerbère et Port-Bou, car les voies ferrées de ces dernières gares sont toujours endommagées par les bombardements. Il risquerait d'y avoir des embouteillages au moment du transbordement des voyageurs dans les trains espagnols, tandis qu'à la Tour de Carol, les voies ferrées pénètrent directement en territoire espagnol jusqu'à Puigcerda où elles sont en parfait état.

En conséquence, les réfugiés de l'ouest et du centre seront groupés à Toulouse et dirigés sur la Tour de Carol. Seuls ceux de l'est et du sud-est, en plus petit nombre, passeront par Cerbère. Leur gare de rassemblement sera Sète.

Le maire de Bayonne proteste contre un refolement systématique

M. Simonet, maire de Bayonne, manifeste le désir de conserver dans sa ville les réfugiés espagnols dont le séjour n'a entraîné pour la ville aucune dépense, l'État subvenant entièrement aux frais d'hébergement, de nourriture et d'entretien.

Il ajoute :

« L'opinion publique se révolterait à la pensée qu'on puisse expulser des femmes, des enfants et des vieillards, sous le seul prétexte qu'ils sont indigents et que leur entretien est onéreux, alors qu'on tolérerait, sous le prétexte qu'ils subviennent entièrement à leurs besoins, de riches étrangers qui se cachent à peine pour se livrer à de louches manœuvres contre notre pays. »

Nouveaux outils pour connaître et réfléchir

En 2020, 3 bienvenus sites ont éclo. Ils sont ici nommés en rouge mais le [texte à présenter comme requête](#) à votre navigateur internet est en bleu :

AAGEF-FFI-66

amicale-aagef-ffi-66.monsite-orange.fr

Mis en ligne au mois d'avril, à l'initiative de la Section des Pyrénées Orientales de l'AAGEF-FFI, ce site propose une grande variété d'informations et de ressources à propos des Républicains espagnols. Les Pyrénées Orientales furent et demeurent un haut-lieu de la résistance aux fascismes : 1) pendant la Guerre d'Espagne de 1936-1939 pour soutenir les Républicains, 2) lors de *La Retirada* quand furent ouverts les indignes camps de concentration français, 3) sous l'Occupation allemande, 4) pour continuer la lutte antifranquiste...

Contacts : aagef.ffi.66@gmail.com

Archives de Luis Fernández, général FFI

archivesamicaleguerrilleros.wordpress.com

Ce site a été créé récemment par notre camarade Jean-Charles Fernández pour donner accès à un ensemble de documents instructifs légués par Luis FERNÁNDEZ JUAN, président fondateur de l'Amicale des Anciens FFI et Guérilleros Espagnols, indignement interdite en 1950.

Contacts : jcfem@wanadoo.fr

AAGEF-FFI Informations

sites.google.com/view/aagef-ffi

Ce site résulte d'une volonté ancienne de l'AAGEF-FFI pour mettre à disposition, avec des explications circonstanciées, les publications de l'association créée par les guérilleros espagnols en 1945 (*Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols*) interdite dès 1950, ré-autorisée en 1976 sous le nom actuel : AAGEF-FFI. De nombreux sujets relatifs à l'histoire des résistants espagnols y sont considérés : événements méconnus, biographies originales, activités de recherche, activités de vulgarisation, activités commémoratives. Une mine de matériaux, analyses, synthèses, à explorer, étudier, partager... et bien sûr à enrichir avec rigueur et discernement.

Contacts : aagef@free.fr

(*) Si vous recevez le présent bulletin par internet les liens ci-après sont actifs (cliquez dessus !) :

<https://amicale-aagef-ffi-66.monsite-orange.fr>

<https://archivesamicaleguerrilleros.wordpress.com>

<https://sites.google.com/view/aagef-ffi>

(si difficulté, envoyez un courriel aux Contacts)



Bulletin d'adhésion à l'AAGEF-FFI

- L'avènement de la II^e République espagnole, la guerre pour la défendre,
- la guerre antifasciste encore en France et sur les autres fronts,
- la lutte antifranquiste ici et là-bas,
- des décennies de courage et de dévouement pour la liberté...

Vous voulez que l'histoire des résistants espagnols soit connue et reconnue ?

Et qu'elle serve à comprendre le passé, éclairer le présent et le futur ?

Que vous soyez ou non descendant(e) de républicain espagnol,

rejoignez l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur

Je, soussigné(e).....

né(e) le..... à.....

demeurant à.....

adhère à : **l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur**

Téléphone(s).....

Adresse internet.....

Profession.....

Autres informations.....

A imprimer et renvoyer au siège national : AAGEF-FFI, 27 rue Émile Cartailhac, 31 000 Toulouse, ou à transmettre à un responsable national ou départemental connu de vous, avec un chèque de 25 € à l'ordre de : AAGEF – FFI

Si une section locale de l'AAGEF-FFI existe dans votre département, vous serez accueilli(e) par elle.

La cotisation comprend l'abonnement au bulletin d'information trimestriel. Contact : aagef@free.fr